

EUROBAROMETER 59

PUBLIC OPINION IN THE EUROPEAN UNION

SPRING 2003

NATIONAL REPORT

FRANCE

The survey was requested and coordinated by the Directorate General Press and Communication.

This report was produced for the European Commission's Representation in France

This document does not represent the point of view of the European Commission.
The interpretations and opinions contained in it are solely those of the authors.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
I) APERÇU DE L'OPINION FRANÇAISE	4
- La confiance en les institutions	4
- Les craintes des Français	5
- Les sources d'information	6
II) LES FRANÇAIS ET LES INSTITUTIONS EUROPEENNES	7
- L'appartenance à l'Union européenne	7
- La connaissance des institutions européennes	11
- Le soutien à l'euro	13
III) LES FRANÇAIS ET L'ELARGISSEMENT	14
- Un scepticisme croissant	15
- La connaissance des futurs Etats membres	17
- Les conséquences de l'élargissement	19
IV) LA CONVENTION A LA FIN DE SES TRAVAUX	20
- Les priorités de l'UE	21
- Un fort soutien à une politique étrangère commune	24
- Les réformes institutionnelles :	26
a) Le nom et la Constitution	
b) La réforme de la Commission et du Conseil	
c) Le droit de veto et l'impôt européen	
V) LES ELECTIONS DU PARLEMENT EUROPEEN	29
- Le fonctionnement de la démocratie en France et en Europe	29
- Les thèmes de campagne de 2004	30
- Comment faire reculer l'abstention ?	31
CONCLUSION	33

INTRODUCTION

Les sondages Eurobaromètre sont effectués deux fois par an, au printemps et à l'automne, pour le compte de la Commission européenne (Direction générale Presse et Communication, Secteur opinion publique). La présente enquête (Eurobaromètre 59.1) a été réalisée dans les quinze pays de l'Union européenne entre le 18 mars et le 30 avril 2003 par un consortium d'instituts de sondage, le European Opinion Research Group, sous la coordination générale de INRA (EUROPE), situé à Bruxelles.

Dans chaque pays, un même questionnaire (présenté en annexe) est soumis à un échantillon représentatif de la population âgée de quinze ans et plus. En France, l'enquête a été réalisée entre le 18 mars et le 15 avril par l'institut CSA-TMO. L'échantillon retenu a été de 1 075 personnes. Les données brutes ont été soumises à une pondération marginale et croisée sur la base des chiffres officiels de la population française, publiés par EUROSTAT. Nous nous sommes également rapportés aux données de l'Eurobaromètre 59.0, réalisé entre le 18 janvier et le 17 février 2002 sur un échantillon de 1038 personnes.

Le questionnaire soumis aux personnes interrogées lors de l'enquête EB 59.1 présente un certain nombre d'innovations. Une attention particulière a été réservée à la Convention sur l'avenir de l'Europe et aux prochaines élections européennes de 2004.

La première partie de ce rapport donne un aperçu général de l'opinion française (confiance en les institutions, craintes et sources d'information).

La deuxième partie étudie le lien entre les Français et les institutions européennes en termes d'appartenance et de connaissance.

La troisième partie analyse l'attitude des Français à l'égard de l'élargissement. La dégradation très nette des indices d'opinion fait l'objet d'un essai d'explication.

La quatrième partie de ce « Spécial bureau » est consacrée au jugement des Français sur la Convention. Les données laissent entrevoir une profonde méconnaissance des travaux de cette assemblée. En parallèle, on constate un fort soutien à l'égard d'une politique étrangère commune et d'une Constitution européenne.

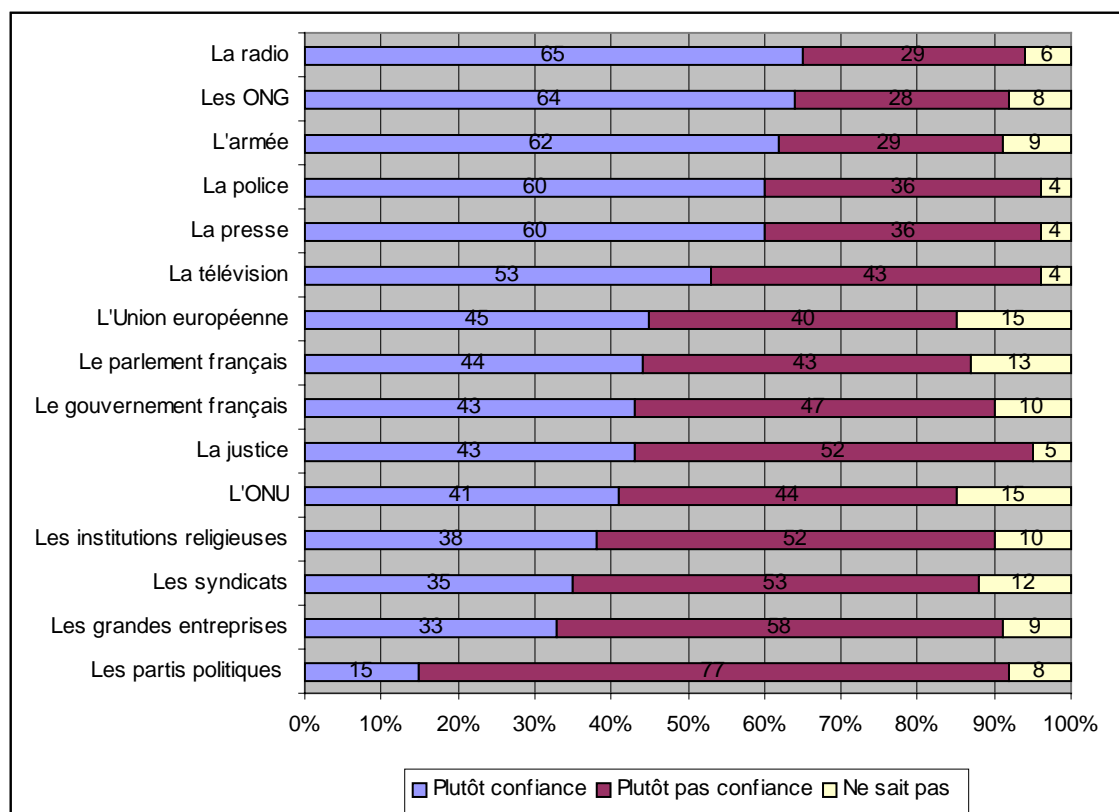
Enfin, la cinquième partie du rapport se penche sur les futures élections européennes. Les Français sont interrogés sur le fonctionnement de la démocratie en France et en Europe et sur les thèmes sur lesquels, à leur avis, devrait se jouer la campagne électorale.

Plusieurs tableaux illustrent les principales données du présent sondage. Sauf mention contraire, les statistiques se rapportent aux personnes interrogées en France. Les sigles EU-15 et EURO-12, fréquemment utilisés, indiquent respectivement la moyenne des quinze États de l'Union européenne et la moyenne des douze États de la zone euro.

I) APERÇU DE L'OPINION FRANÇAISE

A) LA CONFIANCE EN LES INSTITUTIONS

Faites-vous plutôt confiance ou plutôt pas confiance aux institutions suivantes ?



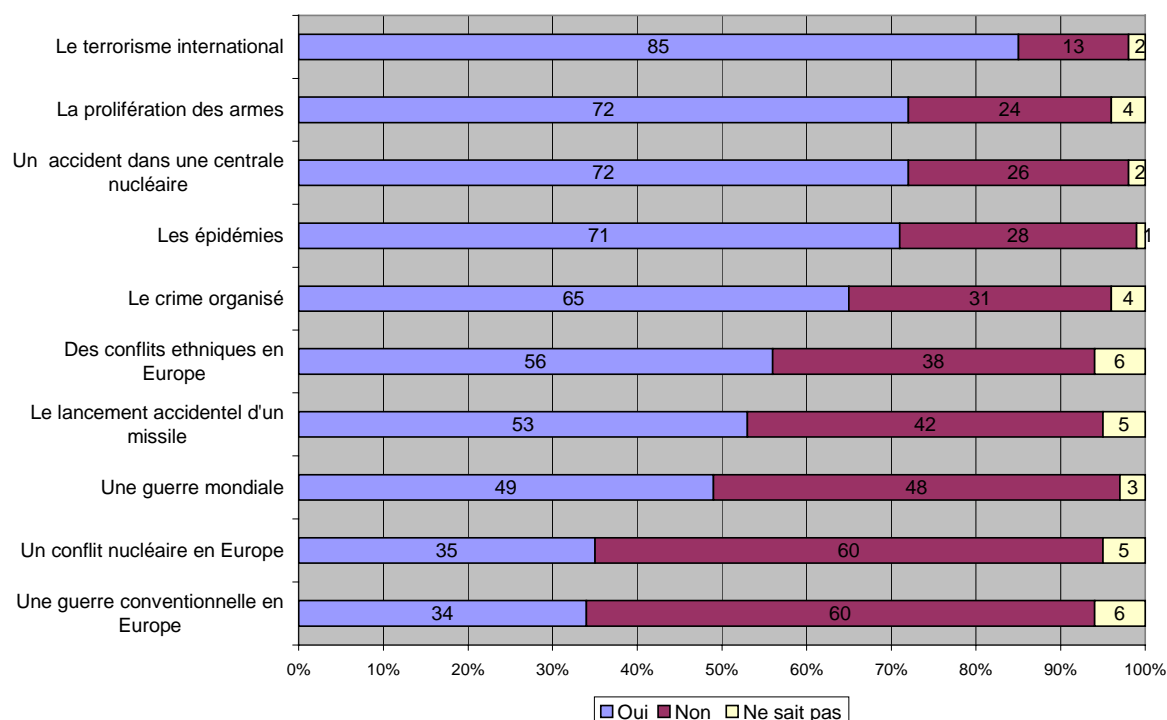
La radio, les organisations associatives et caritatives, l'armée, la police et la presse recueillent environ deux tiers d'opinions favorables et un tiers d'opinions défavorables. Parmi les principaux moyens d'information, les Français tendent à faire moins confiance à la télévision (43% d'opinions défavorables) qu'à la presse (36%) et à la radio (29%).

Les institutions politiques, telles que l'Union européenne, le parlement français et le gouvernement français se situent dans une position médiane. Ceux qui déclarent leur faire plutôt confiance sont à peu près aussi nombreux que ceux qui sont d'un avis contraire. Parmi ces institutions, on note un léger avantage de l'Union européenne par rapport aux instances nationales. L'ONU sort affaiblie de la crise irakienne et perd une dizaine de points par rapport à la dernière enquête.

Enfin, on constate une forte désaffection des Français à l'égard des institutions religieuses (seuls 38% leur font plutôt confiance), des syndicats (35%), des grandes entreprises (33%) et surtout des partis politiques (15% d'opinions favorables contre 77% d'opinions défavorables).

II) LES CRAINTES DES FRANÇAIS :

Pour chacune des menaces suivantes, pouvez-vous dire si vous la craignez ou non ?



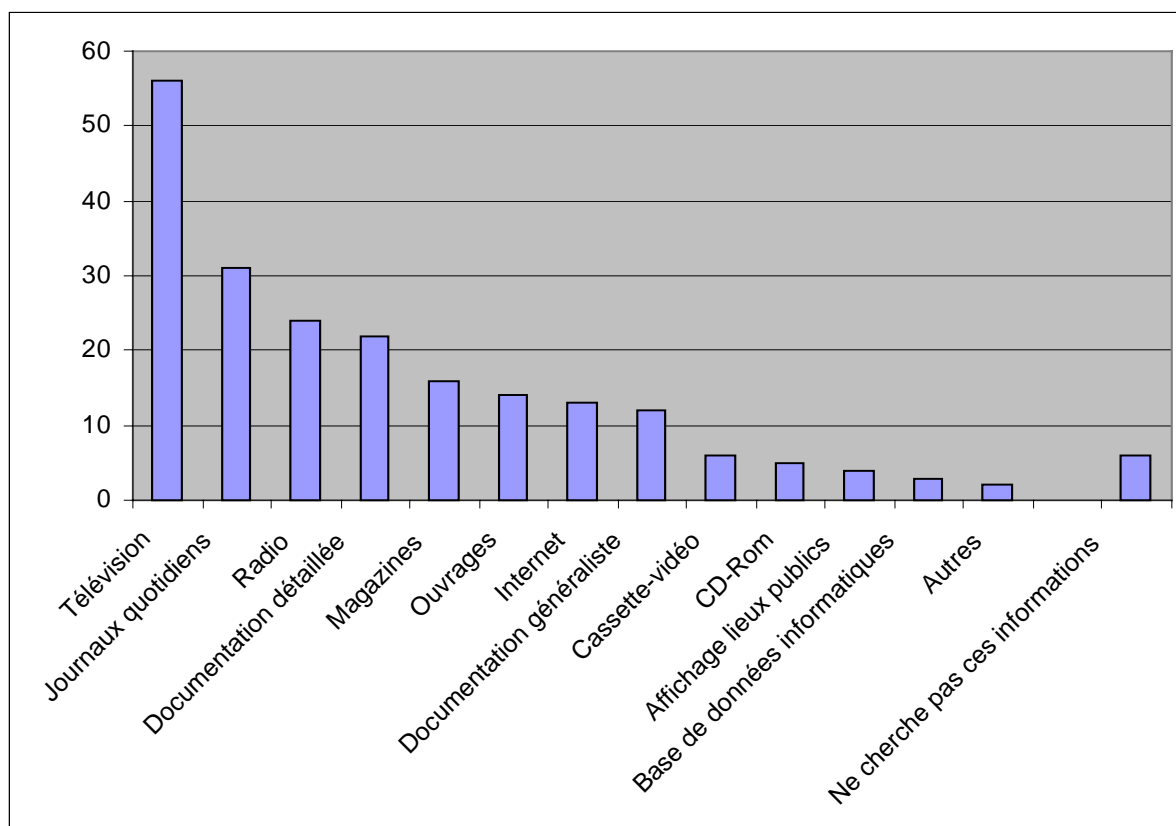
Par rapport à l'Eurobaromètre 58.1 (octobre 2003), on constate un recul des craintes liées au terrorisme international (85%, -3%) et au crime international (65%, -15%). De même, dix ans après le début des guerres en ex-Yougoslavie, la menace d'un conflit en Europe apparaît de plus en plus improbable. 56% (-10%) des personnes interrogées disent craindre un conflit ethnique, 35% (-4%) un conflit nucléaire et 34% (-4%) une guerre conventionnelle sur le territoire européen. La seule crainte qui augmente – et d'une manière considérable – est celle liée aux épidémies. Elle passe en effet de 56% à 71% (+15%), ce qui est évidemment à mettre en relation à l'épidémie de SARS en Asie et au Canada.

Quels sont les deux principaux problèmes auxquels doit faire face la France ?

Le chômage	48%
La criminalité	39%
La situation économique	21%
L'inflation	14%
Les retraites	13%
Le terrorisme	13%
L'immigration	11%
Le système de santé	8%
Le système éducatif	8%
La protection de l'environnement	8%
La fiscalité	5%
La défense/ les affaires étrangères	5%
Le logement	2%
Les transports publics	1%
Autres (réponse spontanée)	2%

C) LES SOURCES D'INFORMATION

Sous quelle forme préféreriez-vous recevoir des informations concernant l'UE (plusieurs réponses possibles) ?

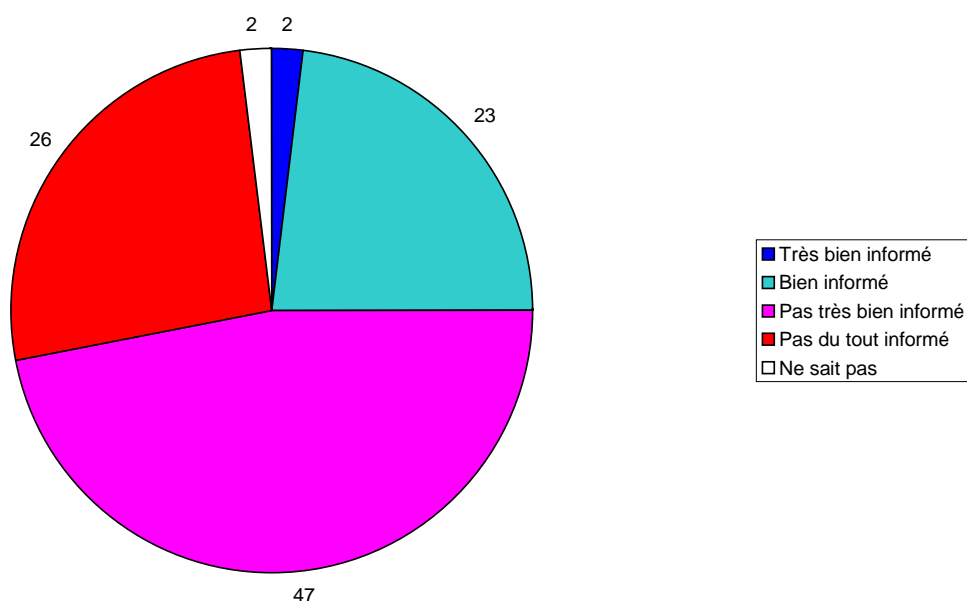


Parmi les sources souhaitées d'information sur l'Union européenne, la télévision arrive largement en tête (56%) devant les quotidiens (31%), la radio (24%), la documentation détaillée (22%), les magazines (16%), les ouvrages de vulgarisation (14%), Internet (13%) et la documentation généraliste (12%). Les autres supports, tels que les cassettes-vidéo (6%), les CD-Rom (5%), les affiches (4%) et les bases de données informatiques (3%), ne dépassent pas la barre des 10%.

Quelles sont les sources que vous utilisez pour vous informer sur la situation internationale actuelle (plusieurs réponses possibles) ?

La présente enquête a été réalisée entre mars et avril 2003, juste après le début de la guerre en Irak. Pour s'informer sur la situation internationale, les personnes interrogées utilisent surtout des sources d'origine nationale, que ce soient les journaux télévisés (80%), les journaux et les magazines (57%), les radios (47%), les débats télévisés avec les hommes politiques (20%) et les experts (18%) et les chaînes d'information continue (13%). Les moyens d'information « alternatifs », comme Internet (9%), les journaux télévisés (8%), la presse (5%) et les radios (2%) d'autres pays demeurent largement minoritaires.

Dans quelle mesure vous sentez-vous bien informé à propos de l'élargissement de l'UE ?



Un an avant l'élargissement de l'Union européenne, près des deux tiers (73%) des personnes interrogées se disent encore peu ou pas du tout informées sur le processus. Ce fort sentiment de désinformation est comparable à celui que l'on rencontre dans les autres pays membres. Si l'on compare ces données à celles des sondages précédents, on constate une légère diminution des « pas du tout informés » qui, en deux ans, passe du tiers au quart des Français.

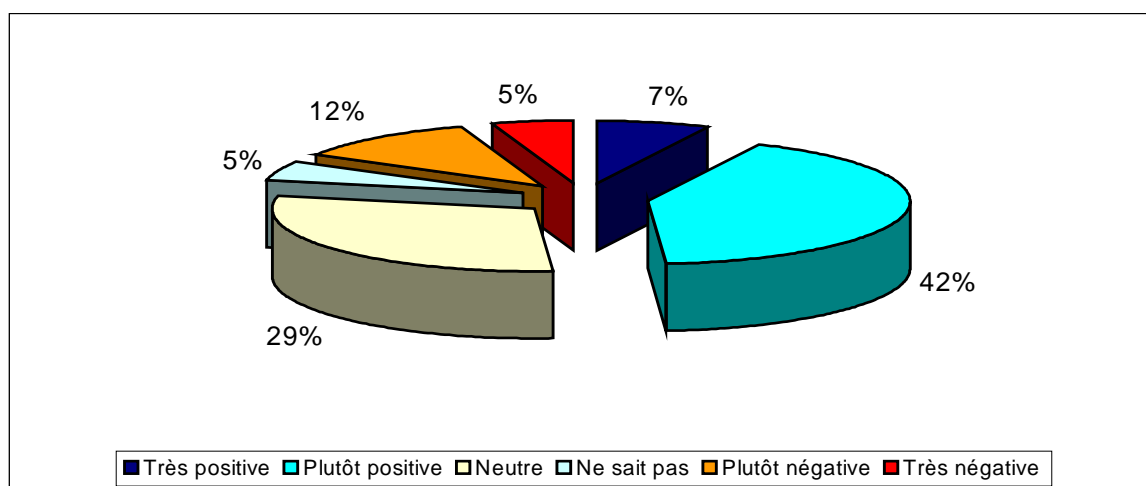
	Mai 2001	Avril 2002	Octobre 2002	Avril 2003
Pas très bien informés (1)	42%	49%	53%	47%
Pas du tout informés (2)	33%	31%	26%	26%
TOTAL (1+2)	75%	80%	79%	73%

II) LES FRANÇAIS ET LES INSTITUTIONS EUROPEENNES

A) L'APPARTENANCE A L'UNION EUROPEENNE

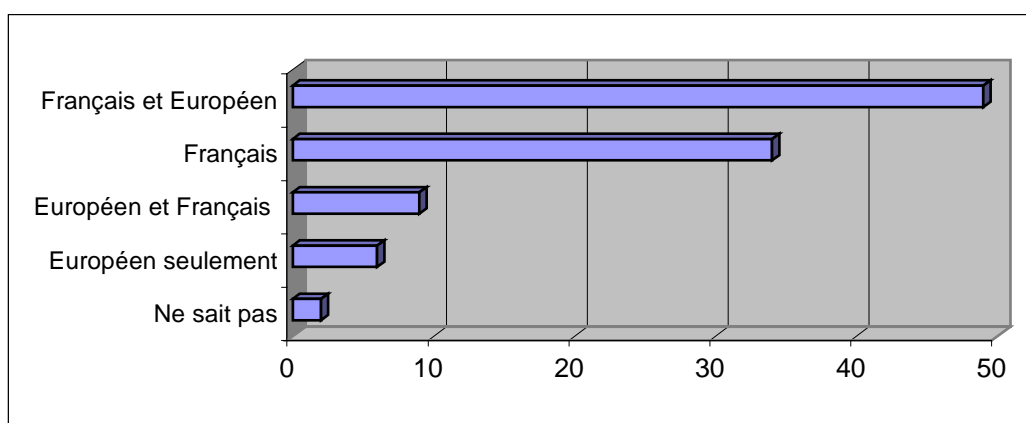
D'une manière générale, les indicateurs du sentiment d'appartenance ne présentent aucune variation significative par rapport à l'enquête précédente.

L'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image... ?



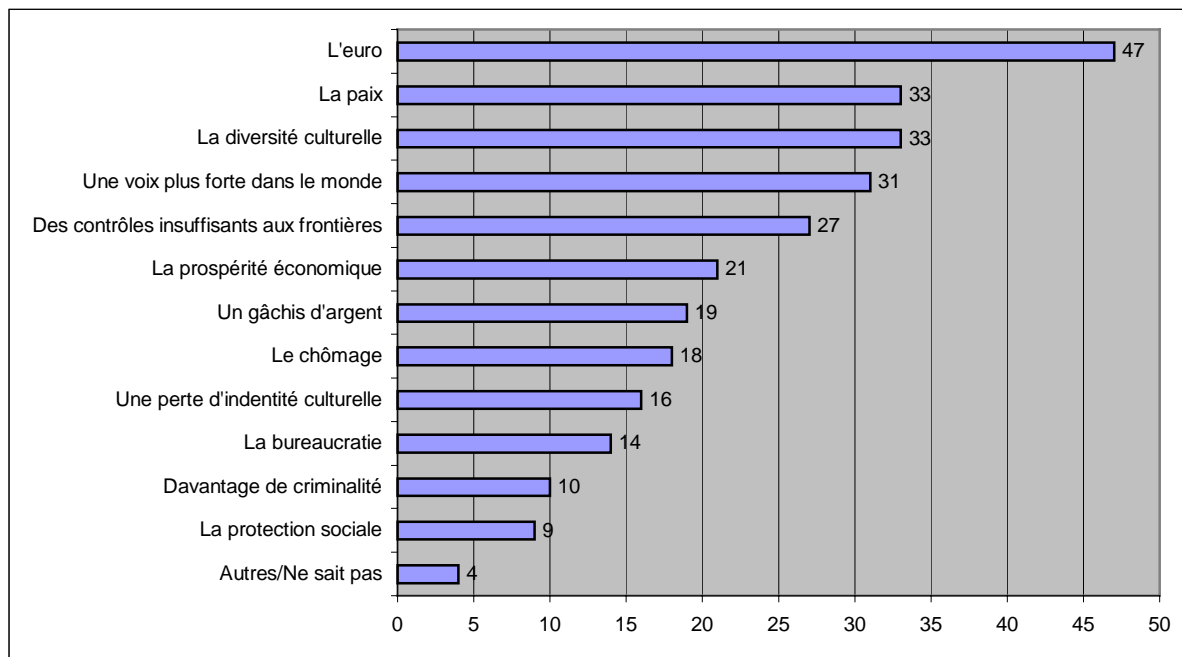
En léger recul par rapport au dernier Eurobaromètre, l'image de l'Union européenne demeure largement positive. En additionnant ceux pour qui l'Union évoque une image très (7%, -1%) et plutôt positive (42%, -3%), on atteint presque la moitié des Français. Cette baisse ne profite pas aux « eurosceptiques », dont la part reste identique : seuls 5% des Français ont une image très négative et 12% plutôt négative de l'Union. La seule catégorie qui augmente est donc celle des indifférents (29% des personnes interrogées), tandis que 4% ne se prononcent pas.

Dans un avenir proche, vous voyez-vous... ?

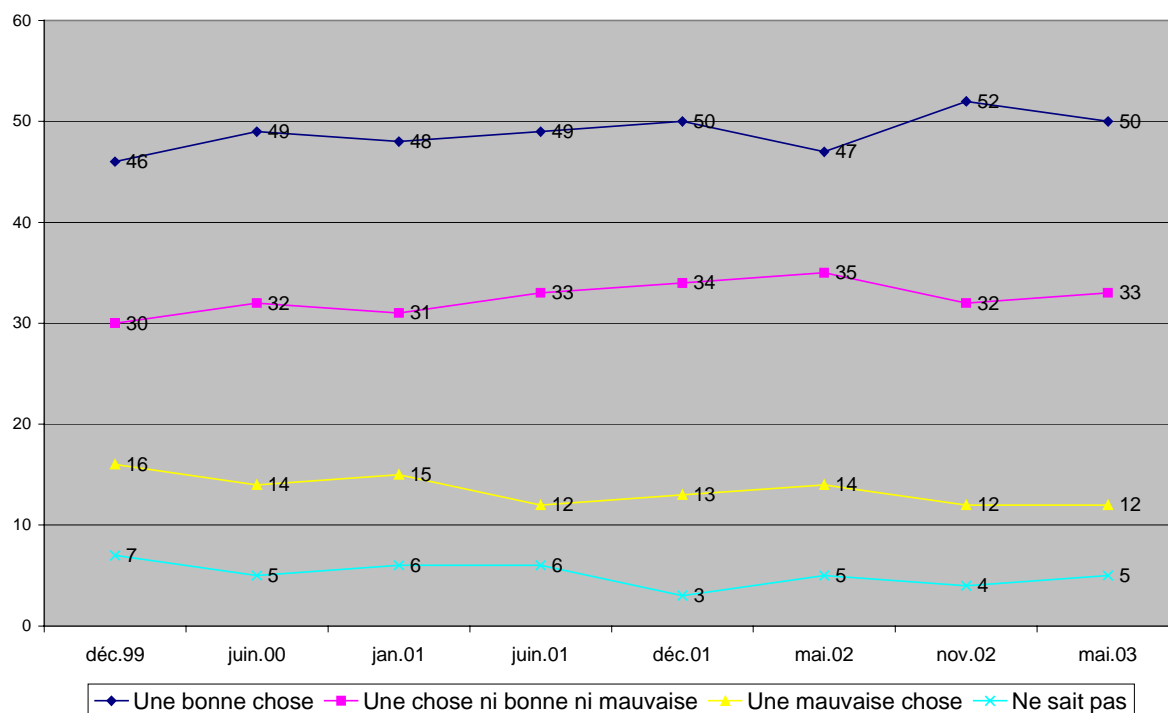


La double appartenance, nationale et européenne, est mise en avant par 49% des personnes interrogées (moy. UE-15 : 44%), l'appartenance exclusive à une nation par 34% (moy. UE-15 : 40%), l'appartenance européenne et nationale par 9% (moy. UE-15 : 8%). Seules 6% des personnes interrogées se sentent exclusivement européennes (moy. UE-15 : 4%).

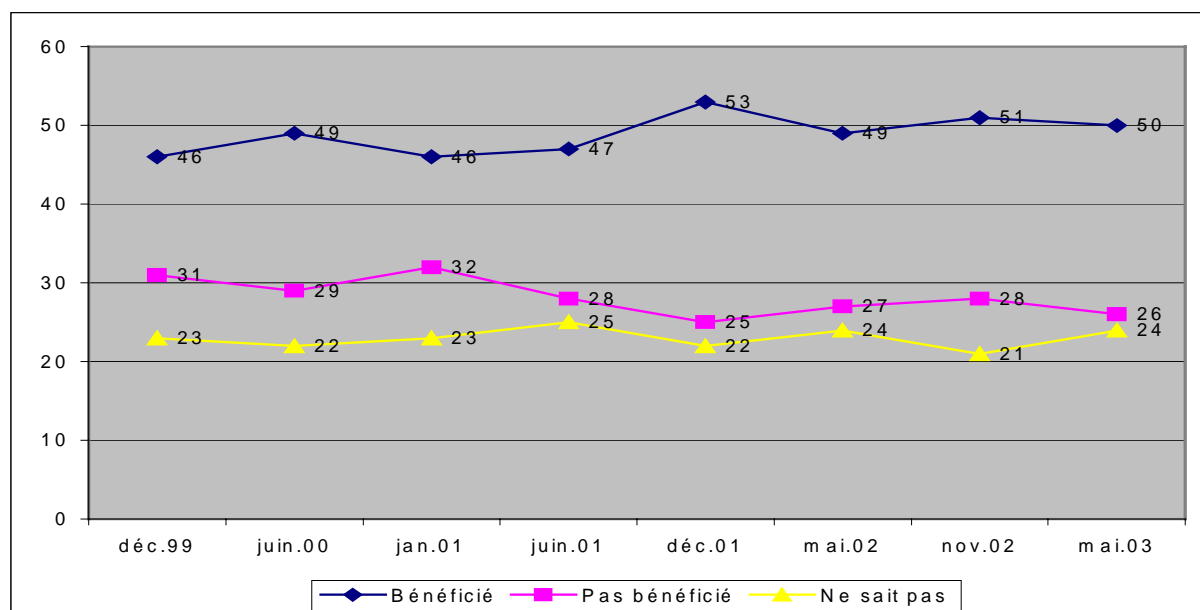
Que représente l'Union européenne pour vous personnellement ?



L'appartenance de votre pays à l'UE est-elle... (trend 1999-2003) ?



Tout bien considéré, estimez-vous que la France a bénéficié ou pas de son appartenance à l'Union européenne (trend 1999-2003) ?



La situation reste quasiment identique par rapport au sondage d'octobre 2003 : la moitié des personnes interrogée estime que l'appartenance de la France à l'UE est une « bonne chose » et que le pays a bénéficié de cette appartenance. On constate par ailleurs qu'en France le niveau des « sceptiques » (26%) est légèrement moins élevé que la moyenne des Quinze (29%).

B) LA CONNAISSANCE DES INSTITUTIONS EUROPEENNES

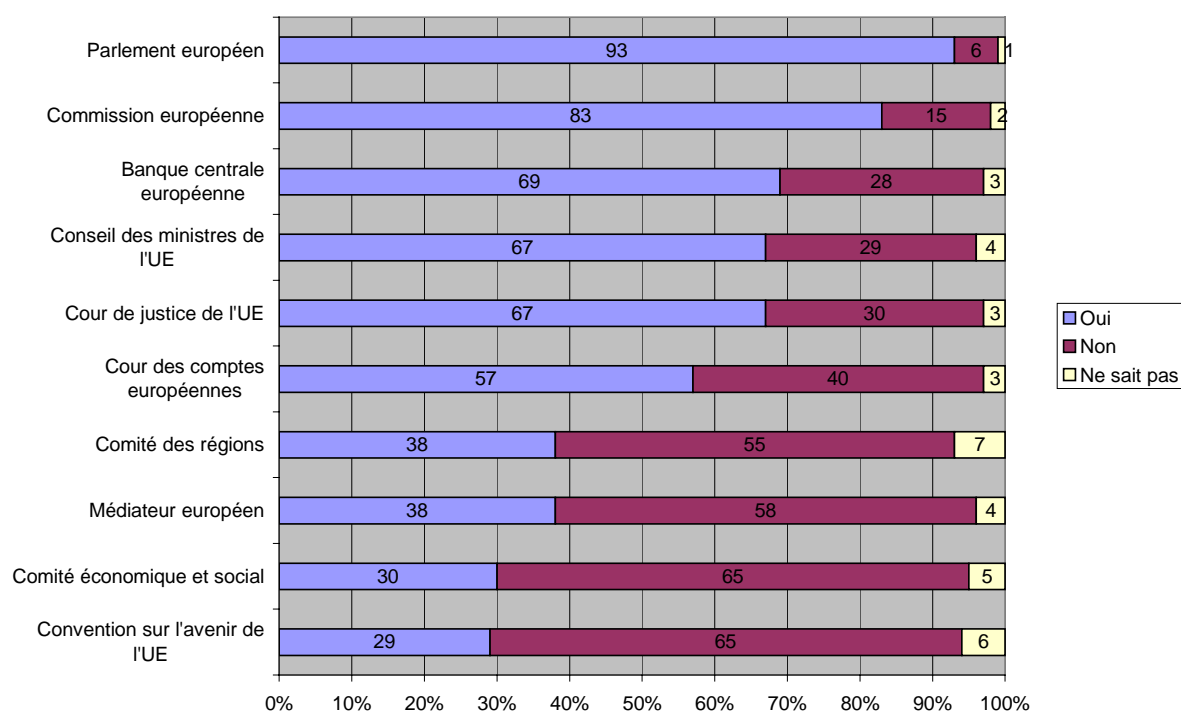
Combien estimez-vous en savoir sur l'UE, ses politiques et ses institutions ?

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
8%	12%	19%	18%	18%	12%	7%	4%	-	-
SOMME 1-5					SOMME 6-10				
75%					23%				

N.B. : Dans ce tableau, les « sans opinion » n'ont pas été pris en compte.

Invités à mesurer leur connaissance de l'UE sur une échelle de 1 à 10 (1 correspondant à « ne sait rien du tout » et 10 à « en sait beaucoup »), les trois quarts des Français se situent entre les niveaux 1-5 et moins d'un quart (23%) entre les niveaux 6-10. Seuls 4% estiment en avoir une bonne ou une très bonne connaissance (niveaux 8-10).

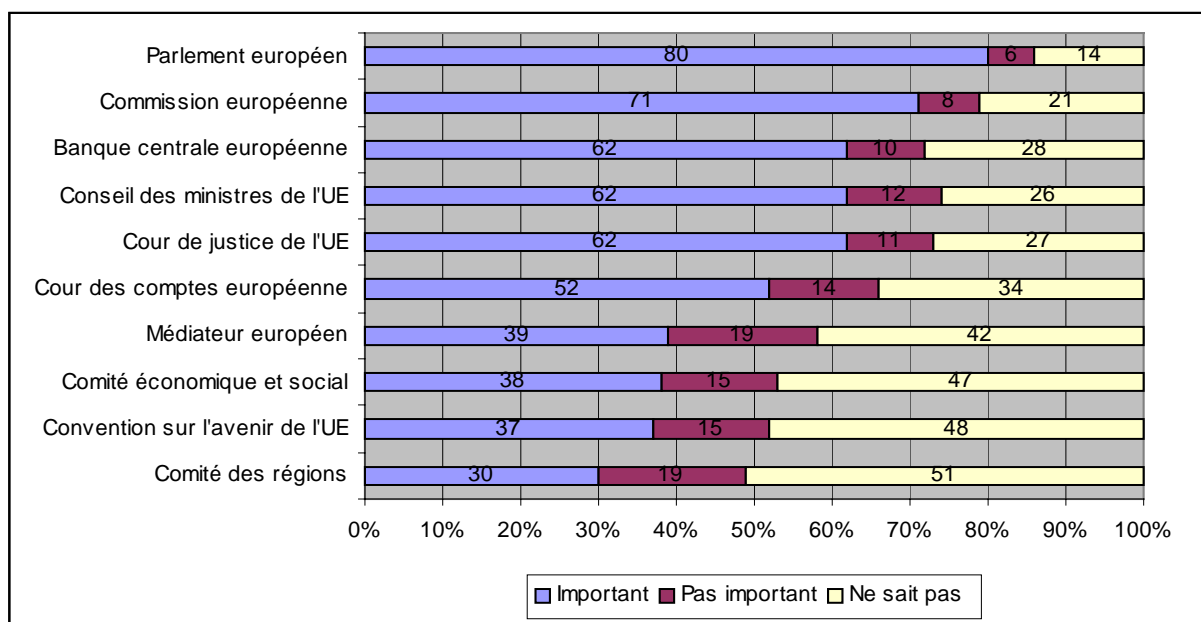
Avez-vous déjà entendu parler des institutions suivantes ?



Comme dans les précédents Eurobaromètres, le Parlement et la Commission demeurent les institutions communautaires les plus connues. Respectivement 93% et 83% des personnes interrogées en ont entendu parler. L'indice de notoriété de la Banque centrale européenne (69%) dépasse désormais celui du Conseil des ministres de l'Union européenne (67%) et celui de la Cour de justice des communautés européennes (67%). La Cour des comptes européennes (57%) franchit à son tour la barre des 50%.

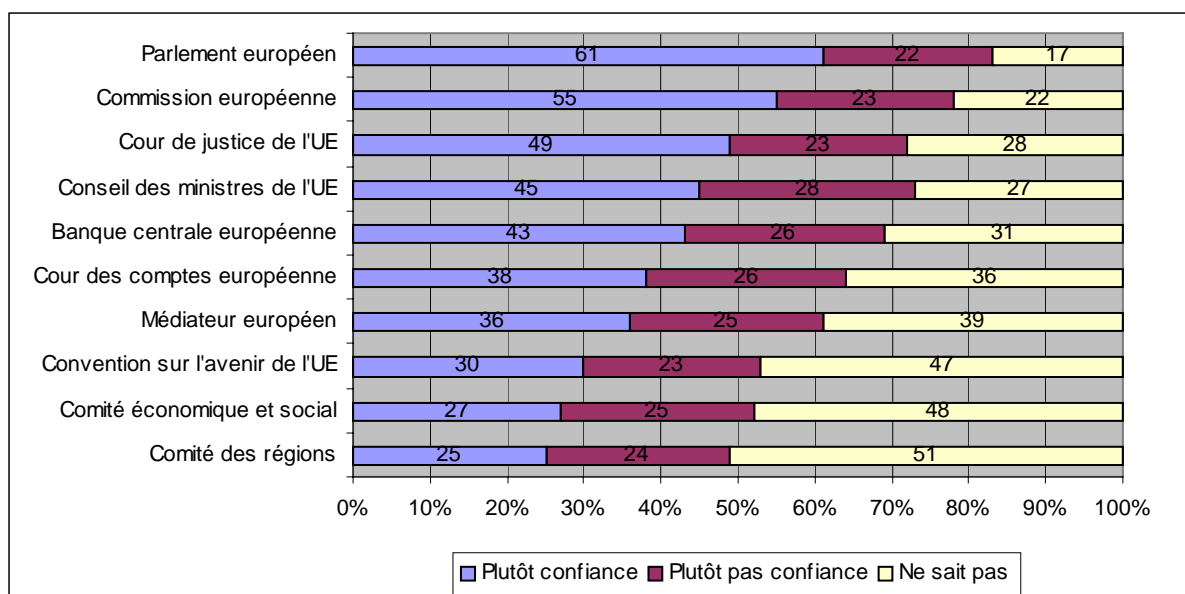
La notoriété des autres institutions demeure marginale. Près de deux personnes sur trois n'ont pas entendu parler du Comité des régions (55%), du Médiateur européen (58%) et du Comité économique et social (65%) et du Comité des régions (70%, +1%). La Convention (connue par les 29% des personnes interrogées) fera l'objet d'un développement à part.

Ces institutions jouent-elles un rôle... ?



Comme lors des précédents sondages, il semble y avoir un lien direct entre la notoriété des institutions et la manière dont les Français en perçoivent l'importance. Le Parlement (dont le rôle est jugé important par 80% des personnes interrogées), la Commission européenne (71%), la Banque centrale européenne, le Conseil des ministres et la Cour de justice de l'UE (62%) devancent nettement les institutions les moins connues, comme le Médiateur européen (39%), le Comité économique et social (38%), la Convention sur l'avenir de l'Union (37%) et le Comité des régions (30%). Toutes ces institutions perdent entre 5 et 10 points par rapport à l'Eurobaromètre 58.1, qui avait enregistré une hausse spectaculaire (qui se situait, justement, entre 5 et 10 points). On ne saurait donc surestimer cette baisse, dans la mesure où les valeurs présentées ci-dessus sont sensiblement les mêmes que celles de l'Eurobaromètre 57.1.

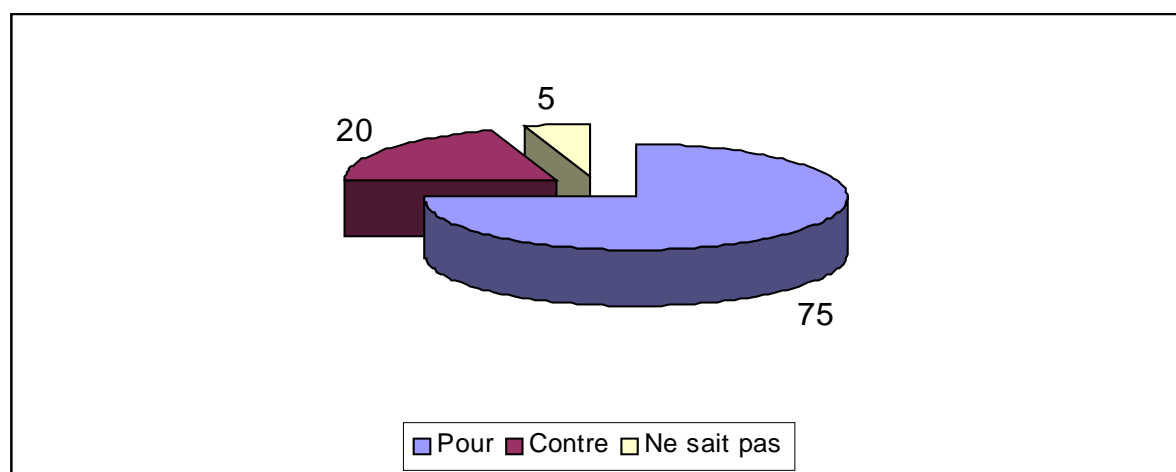
Faites-vous plutôt confiance à ces institutions ?



On constate une légère baisse de l'indicateur de confiance des institutions communautaires, qui reflète lui aussi un retour aux valeurs de l'EB 57.1. Comme toujours, le Parlement arrive en tête, avec 61% d'opinions favorables (-1%). Viennent ensuite la Commission européenne (55%, -2%), la Cour de Justice (49%, -2%), le Conseil des ministres (45%, -2%), la Banque centrale européenne (43%, -1%), la Cour des comptes (38%, -4%) et le Médiateur européen (36%, -1%). On observe ensuite un changement de hiérarchie. La Convention sur l'avenir de l'Europe, avec 30% d'avis favorables (-2%) se place désormais devant le Comité économique et social (27%, -6%) et le Comité des régions (25%, -7%).

C) LE SOUTIEN A LA MONNAIE UNIQUE

Etes-vous pour ou contre une union monétaire avec une seule monnaie, l'euro ?



Deux ans et demi après son entrée en circulation, l'euro est de plus en plus plébiscité par les Français. Selon le sondage effectué à l'hiver 2002 (Eurobaromètre 59.0), 70% des personnes interrogées étaient favorables à la monnaie unique, 24% opposées et 6% sans opinion. Lors de la présente enquête (avril 2003), la part des « favorables » s'élève désormais à 75%, contre 20% d'« hostiles » et 5% de « sans opinion ». Ces données sont quasiment identiques à celles de la moyenne EURO-12 (75% de personnes favorables, 19% opposées et 6% sans opinion).

En conclusion, le sentiment d'appartenance des Français à l'UE demeure globalement stable par rapport aux dernières enquêtes. En combinant les différents indicateurs (image, résultats de l'appartenance à l'UE, soutien à l'euro), il apparaît que la population française se répartit globalement en trois catégories : une majorité de personnes favorables à la construction européenne, qui regroupe, selon les sujets, entre la moitié et les deux tiers des Français ; et deux groupes, à peu près équivalents, d'« eurosceptiques » et d'« indifférents ». En tout état de cause, **les pro-Européens sont deux fois plus nombreux que les anti-Européens**. Le rapport est même de 3 à 1 dans le cas de la monnaie unique.

III) LES FRANÇAIS ET L'ÉLARGISSEMENT

Questions de méthode :

Au cours des derniers mois, les enquêtes ont livré des résultats apparemment contradictoires. Au gré des sondages, l'opinion française a été tantôt présentée comme très hostile à l'égard de l'élargissement, tantôt plutôt favorable. Une hypothèse avait été avancée pour expliquer l'importance de certains écarts : il y a aurait un lien direct entre les résultats et la manière dont est formulée la question. A l'occasion de l'Eurobaromètre 59.0 (janvier-février 2003), les enquêteurs ont procédé à une expérience. L'échantillon a été divisé en deux groupes. Il a été demandé aux personnes du premier groupe (A) si elles étaient « pour » ou « contre » l'élargissement de l'Union européenne (2 choix possibles). En revanche, le deuxième groupe (B) a eu le choix entre quatre options : « très favorable », « plutôt favorable », « plutôt opposé » et « totalement opposé » à l'élargissement. Voici les résultats pour la France :

Groupe A : Êtes-vous pour ou contre l'élargissement de l'UE (EB59.0) ?

Pour	Contre	Sans opinion
40%	45%	15%

Groupe B : Êtes-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou très opposé à l'élargissement de l'UE (EB59.0) ?

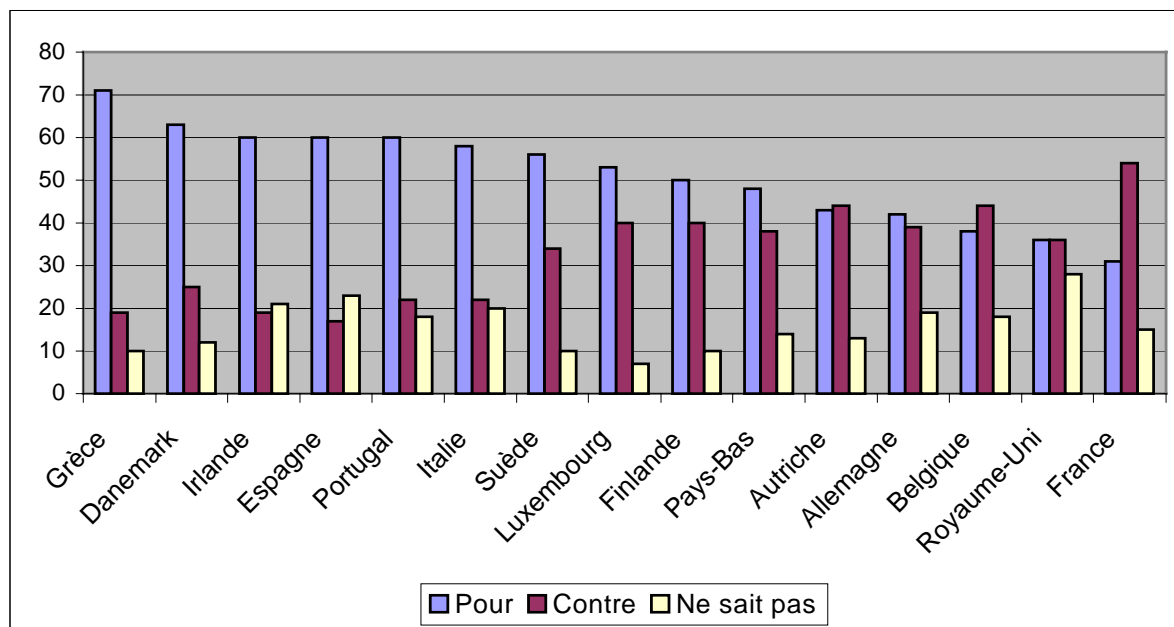
Très favorable	Plutôt favorable	Plutôt opposé	Très opposé	Ca dépend des pays	Ne sait pas
12%	35%	17%	20%	11%	4%
TF + PF		47%	PO + TO		37%

En d'autres termes, on peut être à la fois « contre » et « plutôt favorable » à l'élargissement. Comment expliquer ce comportement apparemment contradictoire ? La manière dont est formulée la question semble jouer un rôle important sur un dixième environ des personnes interrogées. Selon toute vraisemblance, ces personnes ne sont pas radicalement hostiles à l'élargissement. Lorsqu'on leur laisse le choix entre plusieurs options, elles se disent « plutôt favorables » ou « favorables en fonction des pays ». En revanche, lorsque l'élargissement est présenté dans sa globalité (avec les effets de distorsion créés par une information déficiente, voire hostile) et devant un choix binaire (« pour » ou « contre ») ces mêmes personnes tendent à s'inscrire dans la catégorie des opposés à l'élargissement.

A) UN SCEPTICISME CROISSANT

Dans un souci de simplification, la présente enquête (Eurobaromètre 59.1) n'a retenu que le choix binaire. Quel que soit l'indicateur choisi, on constate une forte baisse des opinions favorables à l'élargissement.

Quelle est votre opinion sur l'élargissement de l'Union à de nouveaux membres ?



À une année de l'élargissement, on assiste à une forte baisse, à l'échelle européenne, des opinions favorables à l'élargissement. Pour la première fois, la moyenne UE-15 passe sous la barre des 50% (46%), en recul de 6 points par rapport à l'EB 58.1 (novembre 2002) et de quatre points par rapport à l'EB 59.0 (janvier-février 2003), dont il a été question plus haut. Il convient de rappeler que cette enquête a été réalisée aux mois de mars et d'avril 2003, quelques semaines après le début de la guerre en Irak. L'alignement de certains pays candidats sur les positions américaines pourrait avoir accru la méfiance à leur égard.

La Grèce (70% d'opinions positives) demeure l'État le plus favorable à l'élargissement, suivi du Danemark (63%), de l'Irlande (59%), de l'Espagne et du Portugal (60%). La France arrive, une fois encore, en queue de peloton. Elle n'est toutefois plus le seul pays où il n'y a une majorité de personnes hostiles à l'entrée des nouveaux membres. Le même phénomène peut également être observé en Autriche et en Belgique.

La présente enquête montre une cristallisation des opinions hostiles à l'élargissement. **Seuls 31% des Français (-10%) y sont favorables, tandis que 54% (+5%) se déclarent opposés.** L'écart entre les deux catégories passe ainsi de 8 à 23 points. Le pourcentage des « sans avis » augmente lui aussi de 5 points et atteint 15% des personnes interrogées.

En affinant l'analyse, il apparaît que 13% (+1%) des Français pensent que l'UE devrait s'élargir à tous les États qui souhaitent en faire partie (moyenne UE-15 : 24%), 40% (-2%) qu'elle ne devrait s'élargir qu'à certains de ces États (moyenne UE-15 : 40%) et 36% (+2%) qu'elle ne devrait s'élargir à aucun État supplémentaire (moyenne UE-15 : 21%).

Au sein des 54% de Français qui se disent hostiles à l'élargissement, on peut ainsi distinguer deux catégories : un noyau dur (représentant environ le tiers de la population) qui s'oppose à l'entrée de tout pays dans l'UE et un deuxième groupe (environ le cinquième des Français) qui prône un élargissement limité à quelques pays.

Qui s'oppose à l'élargissement ?

1) Le soutien à l'élargissement décroît avec l'âge :

	15-24 ans	25-39 ans	40-54 ans	> 55 ans
Pour	40%	38%	28%	22%
Contre	52%	55%	66%	74%

NB : Les « sans opinion » n'ont pas été pris en compte.

2) Le soutien à l'élargissement varie en fonction de l'orientation politique :

	Sympathisants de gauche	Sympathisants du centre	Sympathisants de droite
Pour	40%	29%	27%
Contre	45%	56%	60%

NB : Les « sans opinion » n'ont pas été pris en compte.

3) L'opposition est particulièrement marquée dans les grandes régions frontalières :

	Est	Nord/Pas-de-Calais	Méditerranée
Pour	22%	25%	28%
Contre	66%	65%	62%

NB : Les « sans opinion » n'ont pas été pris en compte.

4) Le soutien à l'élargissement est lié au niveau d'information sur l'Union européenne :

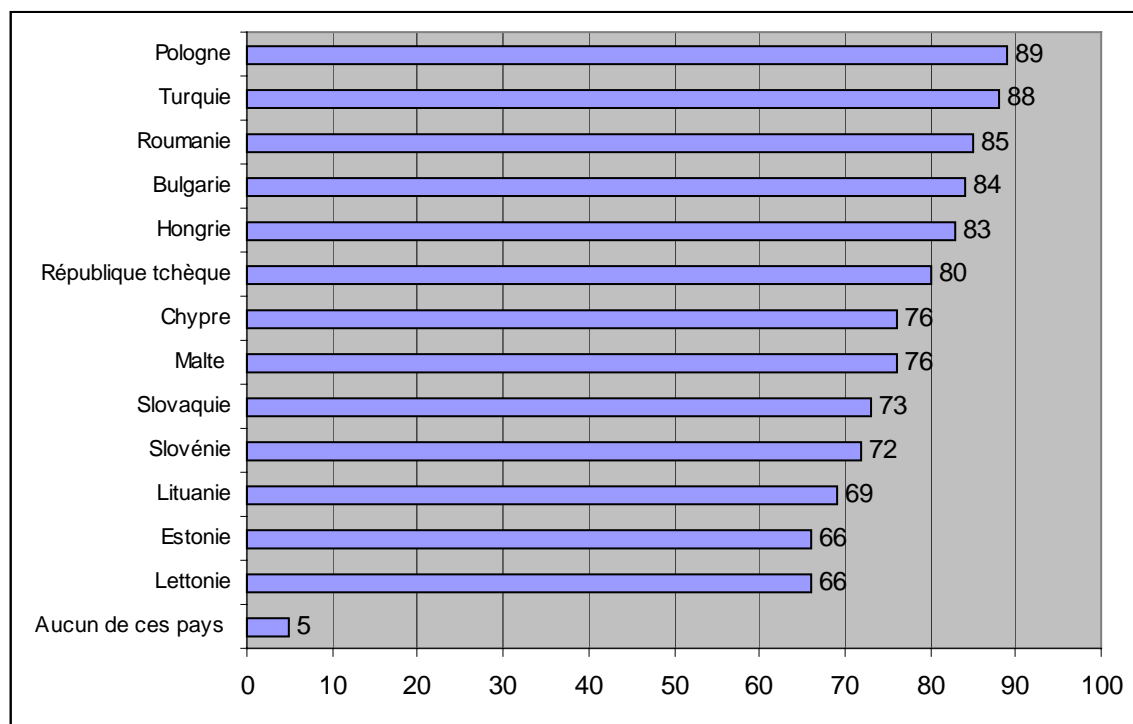
	« Bien informés »	« Pas bien informés »
Pour	40%	28%
Contre	47%	56%

NB : Les « sans opinion » n'ont pas été pris en compte.

B) LA CONNAISSANCE DES FUTURS ETATS MEMBRES

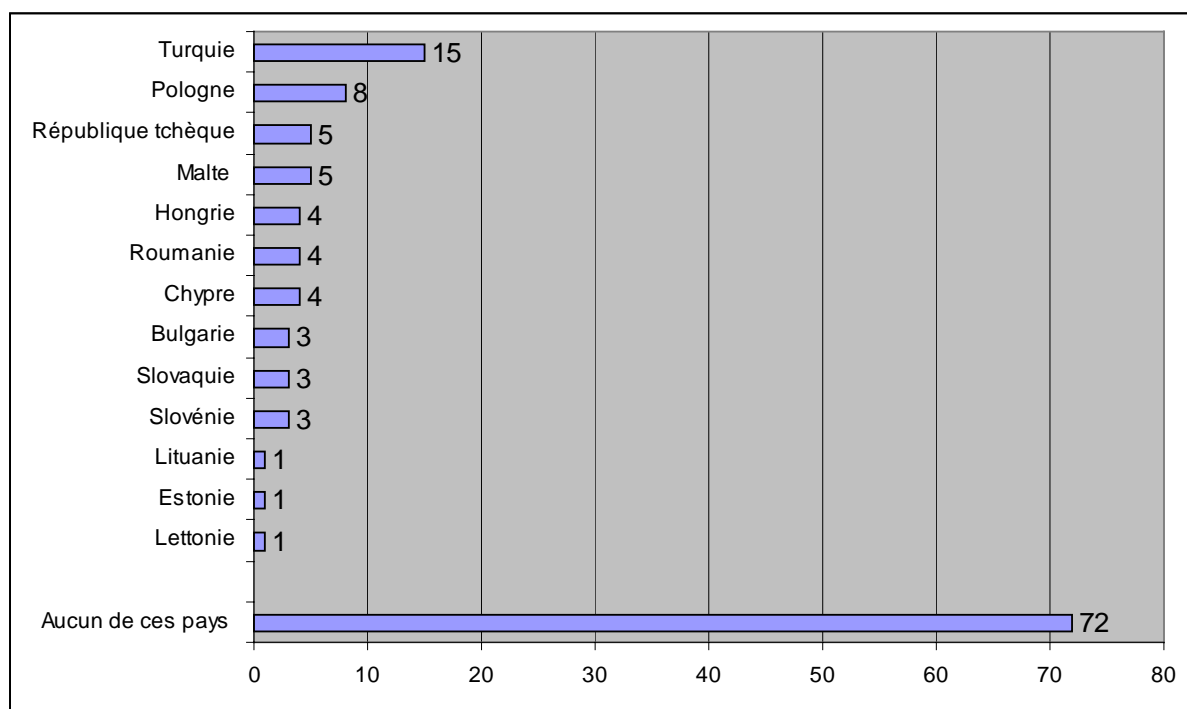
Pour mieux comprendre les raisons de ce scepticisme persistant, il est intéressant d'examiner la connaissance qu'ont les Français des treize États appelés à entrer dans l'Union.

Avez-vous déjà entendu parler des pays suivants ?



Sans surprise, on retrouve aux premiers rangs la Pologne (connue par 89% des Français), la Turquie (88%), la Roumanie (85%), la Bulgarie (84%), la Hongrie (83%) et la République tchèque (80%). La Slovaquie, la Slovénie et les deux îles méditerranéennes sont connues par les trois quarts environ de la population française ; cette proportion s'élève à deux tiers dans le cas des pays baltes. Il est enfin à noter que 5% des personnes interrogées n'ont entendu parler d'aucun des treize pays candidats.

Dans lesquels de ces pays êtes-vous déjà allé ou avez-vous des liens avec eux, quelle qu'en soit la nature ?



Le tableau ci-dessus montre qu'à l'exception de la Turquie et de la Pologne, les Français n'entretiennent quasiment aucune relation (voyages, amitiés, autres...) avec les autres futurs États de l'Union. Ainsi, le pourcentage de Français (72%) qui n'est jamais allé ou qui n'a aucun lien avec aucun de ces treize pays est ainsi comparativement plus élevé par rapport à la moyenne UE-15, qui s'élève à 59%.

Comment comprendre ce décalage ? L'explication géographique est la plus convaincante. La France n'a aucune frontière commune avec un ou plusieurs des futurs pays de l'Union, ce qui ne semble pas encourager, entre autres, les échanges avec les États d'Europe centrale. La relative popularité de la Turquie (et, dans une moindre mesure, celle de Chypre et Malte) est évidemment liée au développement du tourisme dans cette partie de la Méditerranée.

C) LES CONSEQUENCES DE L'ELARGISSEMENT

Êtes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les propositions suivantes ?

	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord
Avec plus de pays membres, il sera beaucoup plus difficile de prendre des décisions à l'échelle européenne	69% Moy. UE-15 : 65%	17% Moy. UE-15 : 19%
Avec plus de pays membres, l'Europe sera plus riche sur le plan culturel	66% Moy. UE-15 : 64%	21% Moy. UE-15 : 20%
Plus l'UE aura de pays membres, plus elle sera importante dans le monde	60% Moy. UE-15 : 72%	23% Moy. UE-15 : 28%
Il faut que l'UE réforme le fonctionnement de ses institutions avant d'accueillir de nouveaux États membres	54% Moy. UE-15 : 55%	12% Moy. UE-15 : 13%
Quand d'autres pays l'auront rejointe, notre pays recevra moins d'aides financières de l'UE	53% Moy. UE-15 : 52%	21% Moy. UE-15 : 24%
Plus il y aura de pays membres, plus il y aura de chômage dans notre pays	50% Moy. UE-15 : 41%	33% Moy. UE-15 : 38%
Après l'élargissement à de nouveaux pays, notre pays aura moins d'importance en Europe	41% Moy. UE-15 : 37%	43% Moy. UE-15 : 46%
Plus il y aura de pays membres, plus la paix et la sécurité en Europe seront garanties	38% Moy. UE-15 : 53%	48% Moy. UE-15 : 31%
L'Union européenne devrait aider financièrement les futurs États membres avant leur adhésion	23% Moy. UE-15 : 26%	62% Moy. UE-15 : 55%
L'élargissement ne coûtera pas plus cher aux pays déjà membres de l'Union	20% Moy. UE-15 : 26%	62% Moy. UE-15 : 52%

NB : Les « sans opinion » n'ont pas été pris en compte dans ce tableau.

En comparant ces résultats à ceux de l'Eurobaromètre 58.1, on constate que les conséquences attendues de l'élargissement sont hiérarchisées exactement dans le même ordre. Si les craintes du chômage (-4%), de la baisse des aides financières (-3%) et le coût de l'élargissement perdent (-1%) reculent légèrement, seuls 23% (-8%) des Français pensent qu'il faut aider les futurs États membres avant leur adhésion.

Dans presque tous les domaines, l'opinion française semble se rapprocher de la moyenne européenne. Les originalités relevées lors des sondages précédents tendent ainsi à s'estomper. On constate toutefois une sensibilité particulière des Français à l'égard de certains thèmes, comme le chômage (avec un écart de 9 points par rapport à la moyenne UE-15), le coût de l'élargissement (écart de 6%) et la perte d'importance de leur pays (écart de 4%).

IV) LA CONVENTION À LA FIN DE SES TRAVAUX

Deux mois avant la fin de ses travaux (rappelons que l'enquête a été réalisée aux mois de mars et avril 2003), la Convention continue d'être largement méconnue des Français. Seuls 29% des Français en ont entendu parler, pourcentage qui demeure stable depuis la mise en place de cette assemblée.

En affinant l'analyse, il apparaît que seuls 23% des femmes au foyer, 27% des chômeurs et des ouvriers en ont entendu parler ; mais les autres catégories présentent des valeurs à peine supérieures : 45% pour les cadres, 30% pour les travailleurs indépendants et 29% pour les étudiants. De même, il n'y a pas de différence significative entre les habitants des villes (33%), ceux des agglomérations petites et moyennes (30%) et ceux qui habitent à la campagne (24%).

Enfin, il existe une corrélation très nette entre la confiance accordée aux institutions européennes et le fait de connaître la Convention. Ainsi, 70% de ceux qui ont une image négative de l'UE et 71% de ceux qui ne lui font pas confiance n'ont jamais entendu parler de l'assemblée présidée par Valéry Giscard d'Estaing.

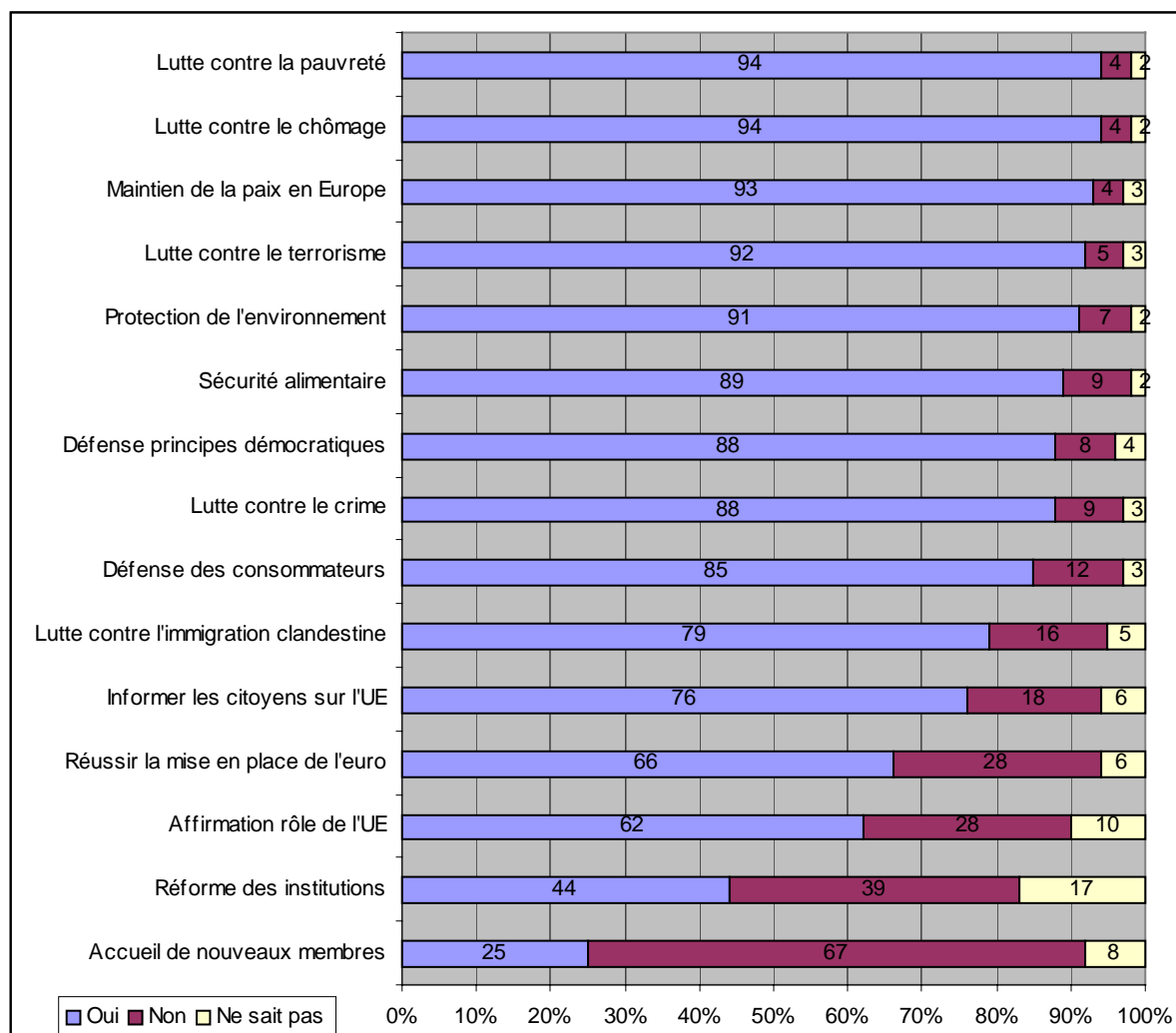
Pour chacune des affirmations suivantes sur la Convention, pouvez-vous me dire si elle vous semble vraie ou fausse ?

	Vrai	Faux	Ne sait pas
La Convention travaille à des propositions de réforme de l'Union européenne	42%	6%	52%
Notre gouvernement est représenté à la Convention	51%	5%	44%
Notre parlement est représenté à la Convention	39%	9%	52%
Les gouvernements des futurs États membres sont déjà représentés à la Convention	18%	14%	68%
La Convention achèvera ses travaux cette année	14%	13%	73%
Les États membres de l'UE auront la possibilité de modifier les propositions finales de la Convention	26%	9%	65%
Les citoyens auront la possibilité de rejeter les propositions finales de la Convention	16%	26%	58%

Si les personnes interrogées répondent le plus souvent d'une manière correcte le principal enseignement du sondage est le pourcentage élevé (entre la moitié et les deux tiers) de personnes qui ne connaissent pas le fonctionnement de la Convention. Cela est à mettre en relation avec la faible couverture médiatique de ses travaux, surtout en ce qui concerne la télévision. 66% des Français (contre 19%) pensent en effet qu'on n'entend pas beaucoup parler de la Convention ; ils souhaitent ainsi à une large majorité que les médias (76%) et les responsables politiques (73%) en parlent davantage.

A) LES PRIORITÉS DE L'UNION EUROPEENNE

Selon vous, quelles devraient être les priorités de l'Union européenne (plusieurs réponses possibles) ?

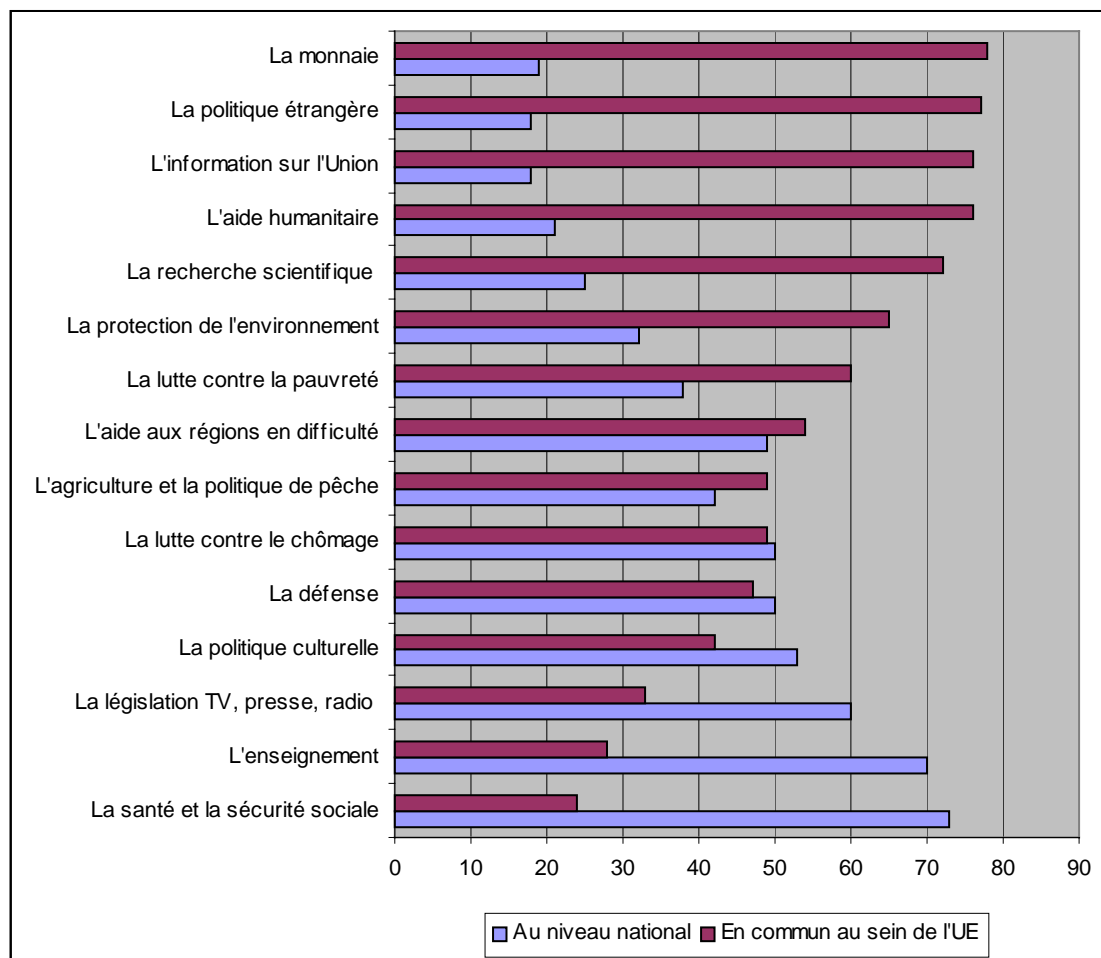


La hiérarchie des priorités change quelque peu depuis le dernier sondage : la lutte contre le terrorisme rétrograde de la 1^{re} à la 4^{ème} place, de même que la lutte contre le crime, qui passe de la 5^{ème} à la 8^{ème} place. Les effets des attentats du 11 septembre commencent ainsi à s'estomper.

Les Français classent aux premières places la lutte contre la pauvreté et la lutte contre le chômage (94%), le maintien de la paix en Europe (93%), la lutte contre le terrorisme (92%) et la protection de l'environnement (91%). Viennent ensuite la sécurité alimentaire (89%), la défense des principes démocratiques et la lutte contre le crime (88%), la défense des consommateurs (85%), la lutte contre l'immigration clandestine (79%), l'information des citoyens sur les politiques de l'Union européenne (76%), la mise en place réussie de l'euro (66%) et l'affirmation du rôle de l'Union dans le monde (62%).

Une fois de plus, la réforme des institutions et l'accueil de nouveaux membres arrivent largement en queue de peloton. En effet, ces thèmes ne sont considérés comme une priorité que par 44% et 25% des personnes interrogées. Il est toutefois à noter que la proposition « Accueil de nouveaux membres » gagne 5 points par rapport à la dernière enquête.

Pour chacun des domaines suivants, à quel niveau faudrait-il prendre les décisions ?



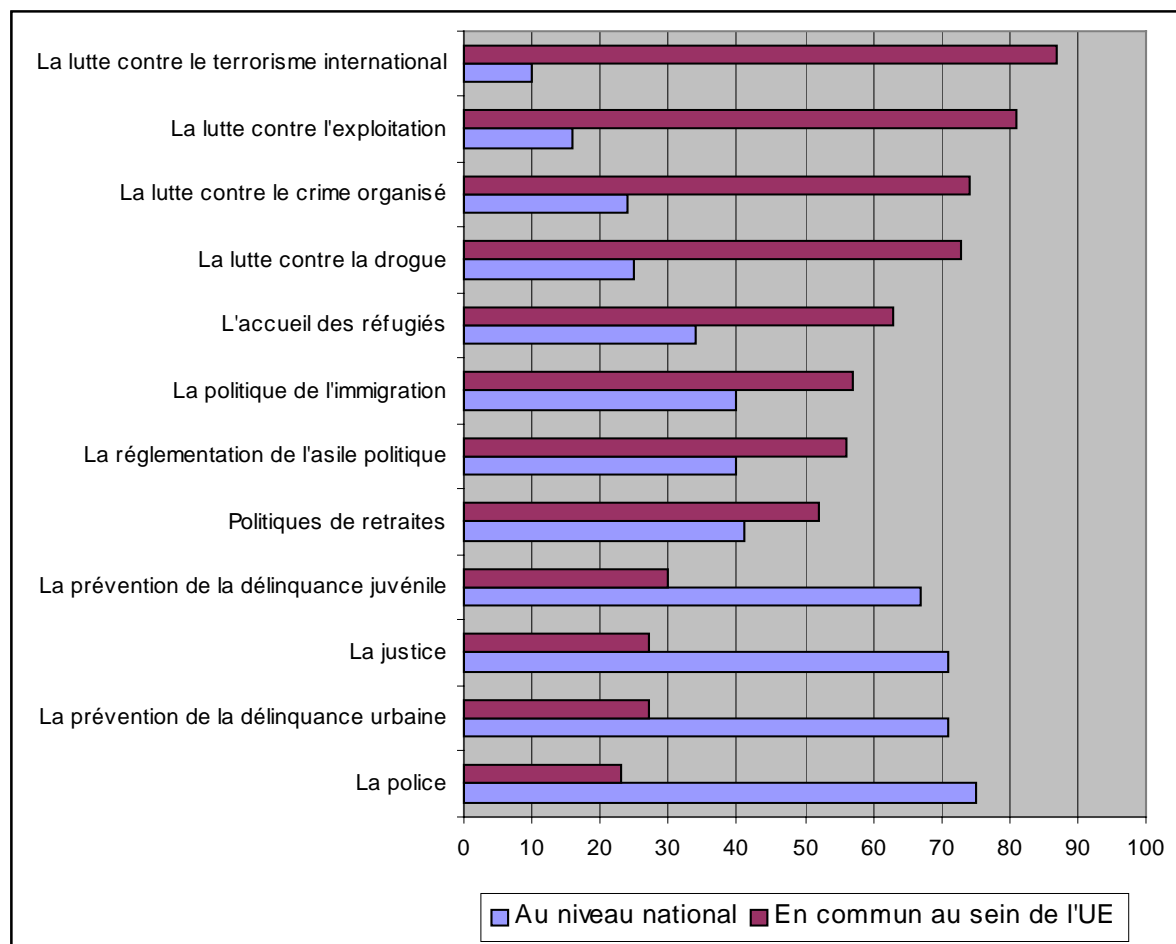
NB : Dans ce tableau, les « sans opinions » n'ont pas été pris en compte.

La monnaie arrive pour la première fois en tête. 78% (+7%) des Français estiment que, dans ce domaine, les décisions doivent être prises en commun au sein de l'UE. Le niveau européen est également perçu comme le plus performant pour la politique étrangère, l'information sur l'Union européenne, l'aide humanitaire (76%), la recherche scientifique, la protection de l'environnement (65%) et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion (60%).

En ce qui concerne l'agriculture et la politique de la pêche (49%), l'aide aux régions en difficulté (45%) et la défense (46%), le niveau européen fait jeu égal avec le niveau national.

Dans les domaines liés à la culture, à l'éducation et à la protection sociale, les personnes interrogées se prononcent à une large majorité pour le maintien au niveau national : 53% pour la politique culturelle, 60% pour la législation sur les médias, 70% pour l'enseignement et 73% pour la santé et la sécurité sociale.

Et dans ces domaines ?



NB : Dans ce tableau, les « sans opinions » n'ont pas été pris en compte.

À une grande majorité, les Français privilégient le niveau européen pour les problèmes qui dépassent les frontières nationales. C'est le cas des actions contre le terrorisme international (87%), le trafic et l'exploitation des êtres humains (81%), le crime organisé (74%) et les trafics de drogue (73%).

De même, une majorité de Français souhaite que l'accueil des réfugiés (63%), la politique de l'immigration (57%), la réglementation de l'asile politique (56%) et, curieusement, les défis liés au vieillissement de la population (51%) soient gérés en commun au niveau européen.

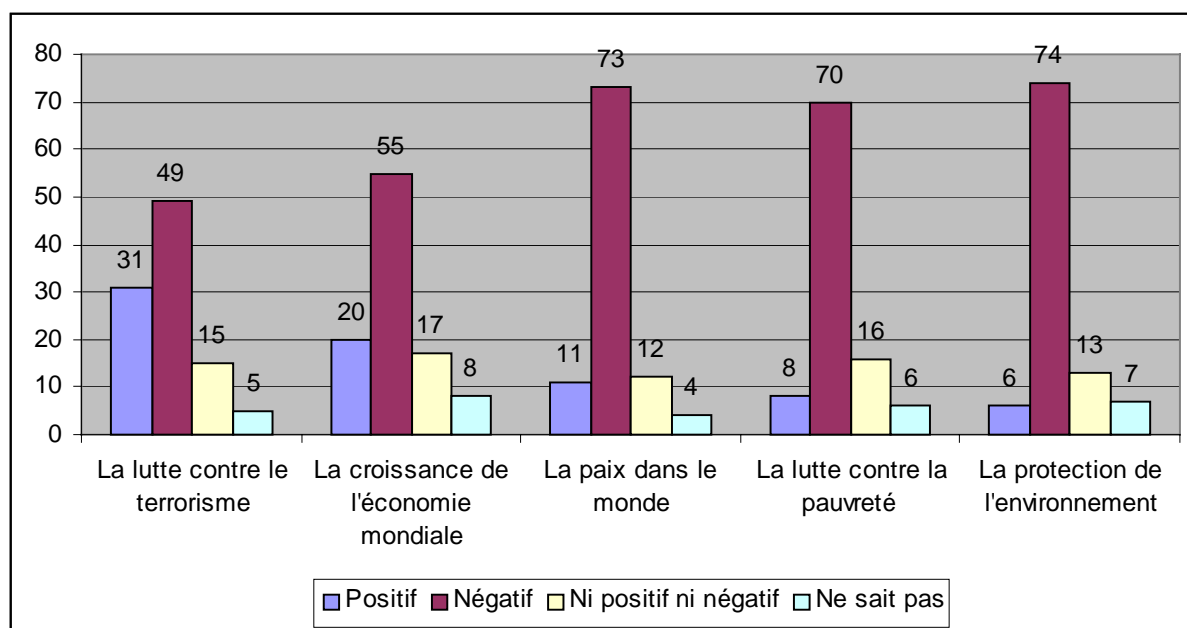
Le niveau national est en revanche préféré pour la prévention des délinquances urbaines (71%) et juvéniles (67%). Près des deux tiers de la population souhaitent ainsi que la police (74%) et la justice (70%) demeurent des compétences exclusivement étatiques.

B) UN FORT SOUTIEN À UNE POLITIQUE ETRANGERE COMMUNE

L'Eurobaromètre 59.0 (janvier-février 2003) mettait déjà en évidence une progression des opinions favorables à une politique étrangère (63%) et une politique de sécurité et de défense (73%) communes des pays membres de l'Union européenne. L'enquête de terrain pour l'EB 59.1 a été réalisée aux mois de mars et avril 2002, alors qu'avait lieu le conflit en Irak. Dans presque tous les pays européens, à l'exception notable du Royaume-Uni, une majorité d'habitants soutiennent une politique étrangère européenne. En France, c'est le cas de 69% (+6%) des personnes interrogées. **La politique de sécurité et de défense commune est plébiscitée : 77% des Français y sont en effet favorables.**

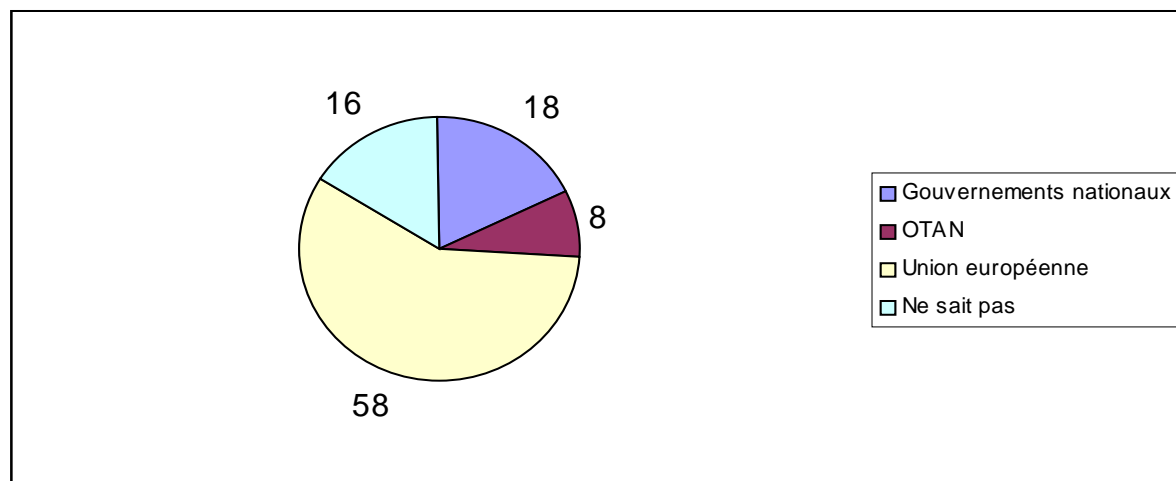
La crise irakienne semble avoir eu une forte influence sur l'opinion publique, comme le montre la montée des oppositions à l'égard de l'actuelle administration américaine. On observe ce phénomène dans tous les pays européens, avec une intensité particulière en Grèce, en France et en Espagne. Le tableau ci-dessous montre que, quel que soit le domaine pris en considération, les Français portent un jugement négatif sur le rôle des Etats-Unis.

À vos yeux, les Etats-Unis jouent-ils plutôt un rôle positif, plutôt un rôle négatif ou ni l'un ni l'autre en ce qui concerne... ?



Le principe d'une politique étrangère autonome de celle des Etats-Unis est ainsi soutenu par 80% des personnes interrogées. Cette volonté d'autonomie va de pair avec une très nette désaffection à l'égard de l'OTAN, comme le montre le tableau suivant :

A quel niveau faut-il prendre les décisions sur la politique européenne de défense ?



58% (+9%) des Français estiment que les décisions en matière de défense doivent être prises au niveau de l'Union européenne (moyenne UE-15 : 49%), 18% (-3%) qu'elle doivent l'être au niveau des gouvernements nationaux (moyenne UE-15 : 21%) et seuls 8 % (-8%) au niveau de l'OTAN (moyenne UE-15 : 14%). Le soutien à une politique de défense européenne connaît une augmentation de quelque 5 points dans la quasi totalité des Etats de l'Union européenne. La France se situe toutefois dans le peloton de tête de ces Etats, juste après l'Italie (où 69% de personnes sont favorables à une politique de défense européenne), la Grèce (67%) et le Luxembourg (61%). Inversement, les Etats qui y sont le plus hostiles sont le Royaume-Uni (26%) et le Danemark (29%). Ainsi, les Français sont très favorables à la plupart des propositions prônant une plus forte intégration des politiques étrangères.

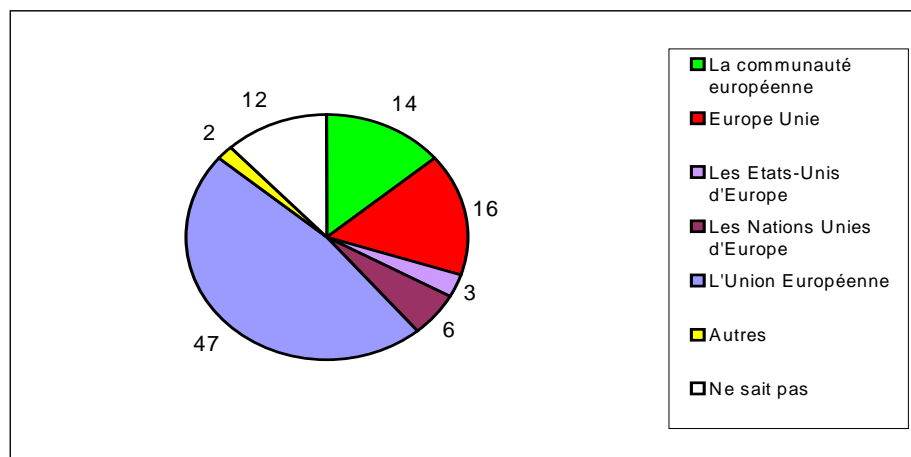
Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt d'accord avec les propositions suivantes ?

	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Ne sait pas
Quand une crise internationale éclate, les États membres de l'Union européenne devraient s'entendre sur une position commune	86%	6%	8%
L'Union européenne devrait garantir les droits de l'homme dans chacun des États membres, même si c'est contraire à la volonté de certains États membres	84%	5%	11%
L'Union européenne devrait garantir les droits de l'homme dans le monde, même si c'est contraire à la volonté de certains États membres	81%	8%	11%
L'Union européenne devrait avoir une force militaire de réaction rapide qui puisse être envoyée rapidement quand une crise internationale éclate	76%	13%	11%
L'Union européenne devrait avoir son propre siège au Conseil de sécurité des Nations Unies	71%	12%	17%
L'Union européenne devrait avoir son propre ministre des Affaires étrangères, qui puisse être le porte-parole de la position commune de l'UE	67%	17%	16%
Les États membres qui ont opté pour la neutralité devraient avoir leur mot à dire dans la politique étrangère de l'Union européenne	47%	32%	21%
Les pays qui rejoindront l'Union européenne en 2004 devraient d'ores et déjà avoir leur mot à dire dans la politique étrangère de l'Union européenne	29%	56%	15%

C) LES REFORMES INSTITUTIONNELLES

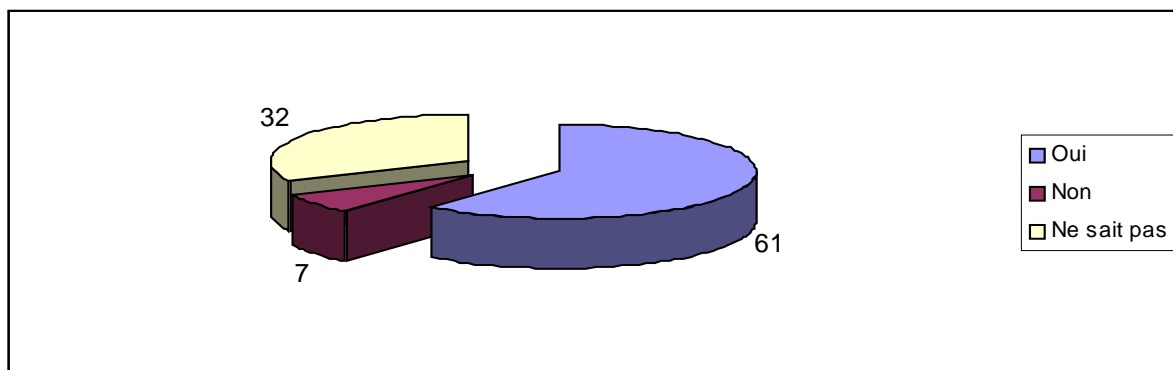
a) Le nom et la Constitution

Il est envisagé de changer le nom de l'Union européenne. Des propositions suivantes, laquelle préférez-vous ?



La proposition de Valéry Giscard d'Estaing ne rencontre pas un franc succès : seuls 16% des Français préfèrent changer le nom de l'Union européenne en « Europe unie », alors que 14% voudraient revenir au nom de « communauté européenne ». Les noms de « Nations unies d'Europe » et d'« Etats-Unis d'Europe » (n'en déplaise à Jean Monnet) ne sont soutenus que par 6% et 3% des personnes interrogées. Près de la moitié des personnes interrogées souhaite donc garder le nom actuel d'Union européenne.

Pensez-vous que l'Union européenne devrait avoir une constitution ?



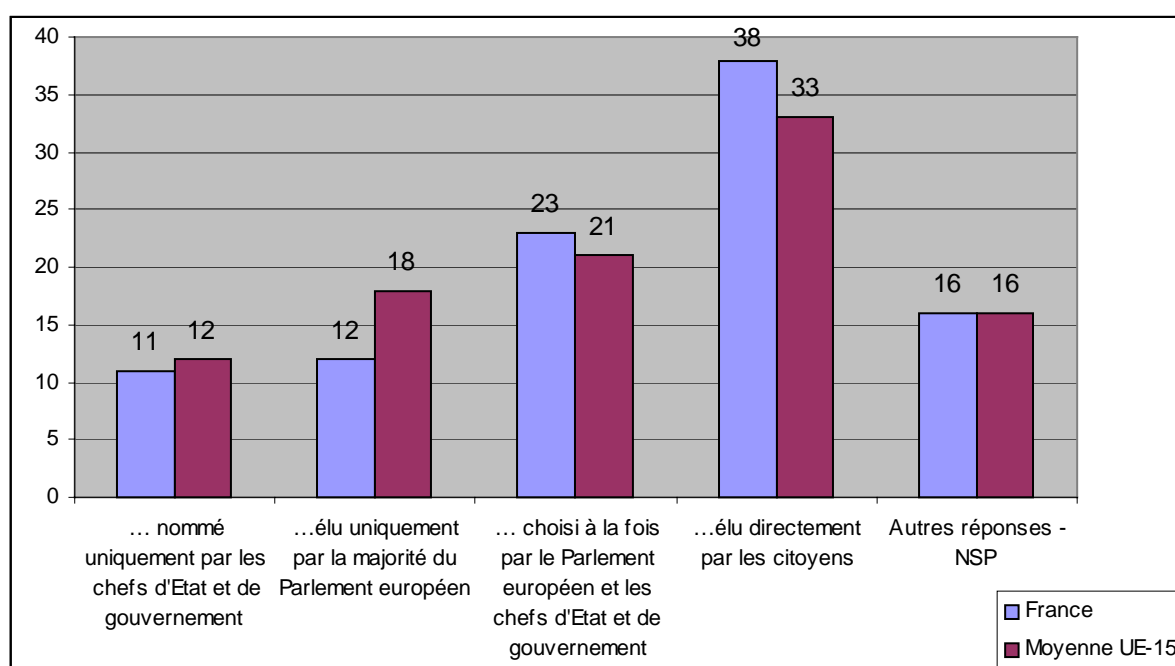
Bien que largement majoritaire, le soutien au principe d'une constitution européenne recule quelque peu par rapport au précédent Eurobaromètre, tandis qu'augmente le pourcentage d'indécis. 61% (-7%) des Français pensent ainsi que l'UE devrait avoir une constitution, 7% (inchangé) s'y opposent, tandis que 32% (+7%) ne s'expriment pas. On ne saurait surestimer cette variation, qui ne fait qu'effacer la hausse spectaculaire d'octobre 2002. Au niveau européen, les Français se situent dans une position intermédiaire, loin derrière les Italiens (favorables à 77%), les Néerlandais (71%) et les Suédois (68%), mais devant des pays comme le Danemark (43%), la Finlande (44%) et le Royaume-Uni (52% d'opinions favorables).

L'adhésion au principe d'une constitution traverse les classes d'âges et les clivages géographiques et politiques. Si elle est moins populaire auprès des 15-24 ans (56% d'opinions favorables), puis l'adhésion reste à peu près stable auprès des 25-39 ans (63%), des 40-54 ans (61%) et des plus de 55 ans (61%). Si l'on considère les catégories professionnelles, les pourcentages s'élèvent à 59% pour les professions indépendantes, 80% pour les managers, 65% pour les employés, 53% pour les ouvriers, 59% pour les retraités, 51% pour les femmes au foyer, 56% pour les chômeurs et 65% pour les étudiants. Dans le cas des ouvriers, des femmes au foyer et des chômeurs, l'adhésion relativement faible ne se traduit par une part plus importante des «sans avis » et non pas par une opposition plus marquée.

Les habitants des grandes villes sont légèrement plus favorables à la constitution (68%) que ceux des agglomérations petites ou moyennes (56%) ou des villages (56%). Parmi les grandes régions les plus favorables, on trouve l'Île-de-France (70%) et l'Est (66%), tandis que le soutien est moins élevé dans l'Ouest (55%) et dans le Nord/Pas-de-Calais (51%). Au niveau politique, il y a une équivalence quasiment parfaite entre les partisans de la gauche (dont 65% pensent que l'UE devrait avoir une constitution), ceux du centre (63%) et de la droite (66%). C'est également à droite que l'on retrouve les plus d'opposants (12%).

b) La réforme de la Commission et du Conseil

Le président de la Commission européenne devrait-il être... ?



Comme toujours, les Français affichent une préférence pour l'élection directe du président de la Commission par rapport aux autres Européens : ils sont 38% à la soutenir, contre une moyenne UE-15 de 33%. La double nomination par le Parlement européen et les chefs d'État et de gouvernement, question introduite pour la première fois dans le sondage, est privilégiée par 23% des Français, tandis que la nomination exclusive par le Parlement européen (12%) ou celle par les chefs d'État et de gouvernement (11%) n'ont qu'une audience marginale. Enfin, 67% des personnes interviewées (contre 11%) se prononcent pour la démission du président de la Commission et des commissaires européens s'ils n'ont pas la confiance de la majorité du Parlement européen.

Interrogés sur la réforme de la Commission, 71% des Français (contre 5%) estiment que chaque États membre devrait avoir le droit de nommer un commissaire ; 45% (contre 27%) jugent que les petits États membres devraient avoir le droit de nommer le même nombre de commissaires ; 69% (contre 6%) que les intérêts de la France en pâtiraient s'il n'y avait pas de commissaire français.

Enfin, une majorité de Français (58%) s'opposent au maintien d'une présidence tournante (« six mois sont trop courts pour obtenir des résultats significatifs ») ; celle-ci n'est soutenue que par 23% des personnes interrogées (« une présidence tournante donne à chaque État membre la possibilité de présider l'Union européenne de façon régulière »).

c) Le droit de veto et l'impôt européen

Les Français se prononcent à 51% pour le maintien du droit de veto « pour préserver les intérêts nationaux » ; 25% pensent qu'il devrait être réservé à des secteurs très limités ; 8% sont favorables à sa suppression « pour rendre l'Europe plus efficace ». Enfin, 16% n'ont pas d'avis sur la question.

Dans ce domaine, l'opinion française présente des valeurs légèrement en-dessous de la moyenne UE-15. En effet, 47% des Européens prônent le maintien du droit de veto, 21% sa limitation et à peine 8% sa suppression.

Si le principe d'un impôt européen (se substituant à la contribution versé par les États à l'UE) demeure largement impopulaire, l'adhésion des Français à cet impôt est un peu plus élevée que celle des autres Européens. 25% des personnes interrogées (moy. UE-15 : 21%) y sont favorables, 49% y sont opposées (moy.UE-15 : 54%), tandis que 26% ne s'expriment pas.

V) LES ELECTIONS DU PARLEMENT EUROPEEN

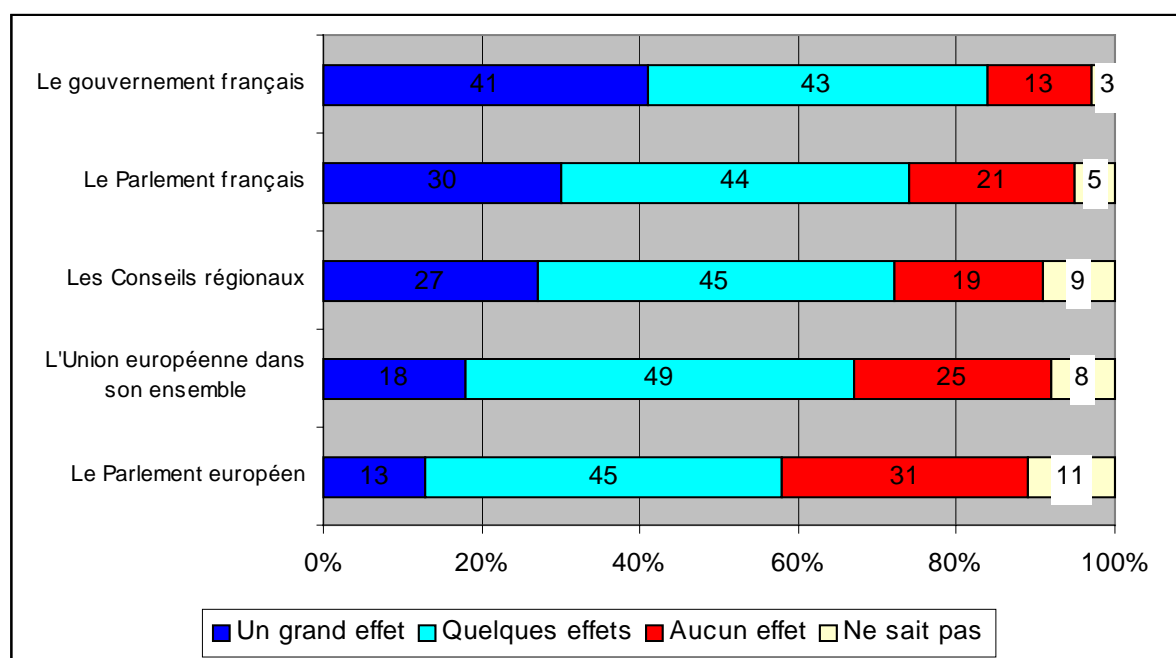
À une année des élections européennes, l'Eurobaromètre inaugure une série de questions sur le fonctionnement des institutions démocratiques, les thèmes de la future campagne électorale et la participation des citoyens aux prochaines consultations électorales.

A) LE FONCTIONNEMENT DE LA DEMOCRATIE EN FRANCE ET EN EUROPE

À la question « Êtes-vous satisfaits du fonctionnement de la démocratie en France ? », les résultats sont globalement positifs. En additionnant les « très satisfaits » (11%) et les « plutôt satisfaits » (58%), on retrouve près de 70% de la population. À l'opposé, 24% ne sont « pas très satisfaits » et 7% « pas satisfaits du tout », ce qui représente trois Français sur dix.

Le fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne n'est jugé « très satisfaisant » que par 5% et « plutôt satisfaisant » par 45% des personnes interrogées. Inversement, 27% en sont « plutôt insatisfaites » et 10% « pas du tout satisfaites ». Il est à noter que 12% n'ont pas d'avis sur la question, alors que cette catégorie était quasiment inexistante dans la question précédente. La préférence accordée par les Français aux institutions nationales se retrouve également dans les tableaux suivants.

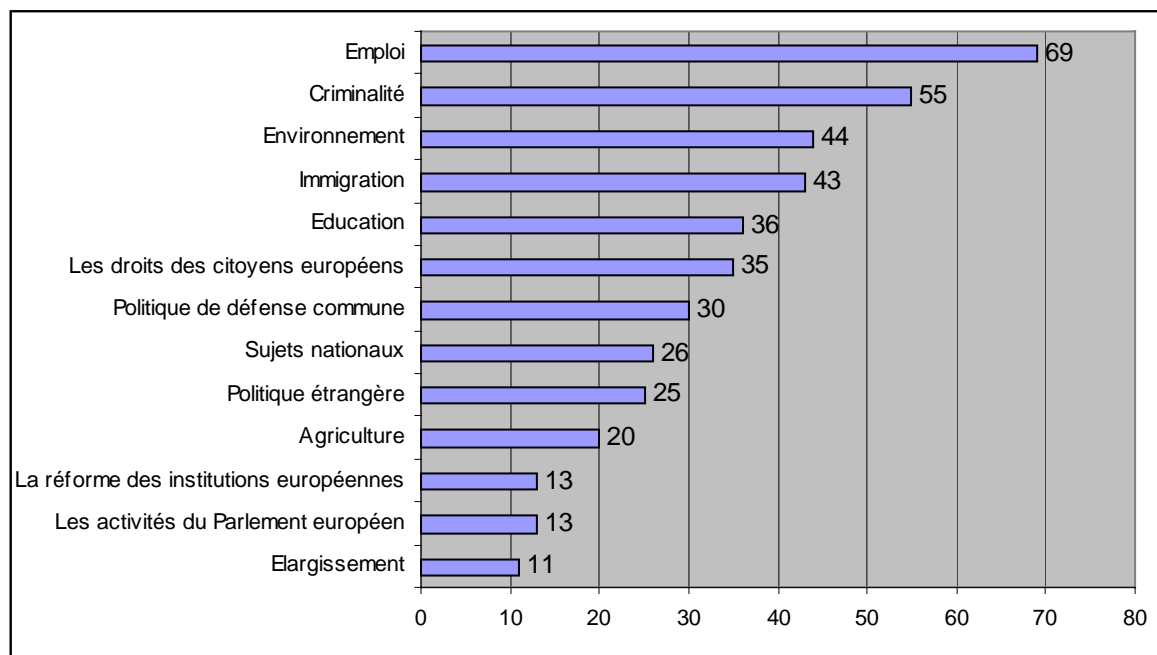
Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous nous dire quel effet elles ont sur des personnes comme vous ?



À la question « Les membres du Parlement européen défendent bien vos intérêts ? », 2% des Français se disent « tout à fait d'accord » et 30% « plutôt d'accord », alors que 30% sont « plutôt en désaccord » et 13% « tout à fait en désaccord » avec cette affirmation. Ils semblent ainsi estimer que le Parlement européen joue un rôle moins important dans leur vie que le parlement de leur pays. Interrogés sur les pouvoirs respectifs des deux assemblées, l'opinion française est cependant plus partagée. Un tiers des Français (33%) estime que le Parlement européen a plus de pouvoir que le Parlement français et un pourcentage identique (33%) est de l'opinion contraire, tandis que 34% ne savent pas répondre à la question.

B) LES THEMES DE CAMPAGNE EN 2004

A votre avis, sur quels sujets principaux les prochaines élections européennes devraient-elles mettre l'accent (plusieurs réponses possibles) ?



Parmi les thèmes que les Français souhaitent voir aborder en priorité au cours de la prochaine campagne électorale européenne, on retrouve l'emploi (69%), la sécurité (55%), l'environnement (44%) et l'immigration (43%). On franchit ensuite un palier. Un tiers environ des personnes interrogées désirent que la campagne mette l'accent sur l'éducation (36%), les droits des citoyens européens (35%) et la politique de défense commune (30%). Viennent ensuite les sujets nationaux (26%), la politique étrangère (25%) et l'agriculture (20%). **Enfin, les Français manifestent un certain désintérêt pour des sujets typiquement européens** comme la réforme des institutions (13%), les activités du Parlement européen (13%) et l'élargissement (11%).

C) COMMENT FAIRE RECULER L'ABSTENTION ?

Depuis les premières élections européennes en 1979, l'abstention n'a cessé d'augmenter lors chaque consultation. Sept Français sur dix pensent pourtant que les élections européennes sont très importantes (21%) ou plutôt importantes (48%), alors que 11% sont plutôt en désaccord ou totalement en désaccord avec cette proposition.

Les Français ont-ils l'intention d'aller voter en 2004 ? Une fois de plus, il est intéressant de comparer les données concernant le Parlement européen aux intentions de vote aux élections nationales. Invités à se situer sur une échelle allant de 1 à 10 (1 signifiant qu'ils n'iront pas voter et 10 qu'ils iront certainement voter), les personnes interrogées répondent ainsi :

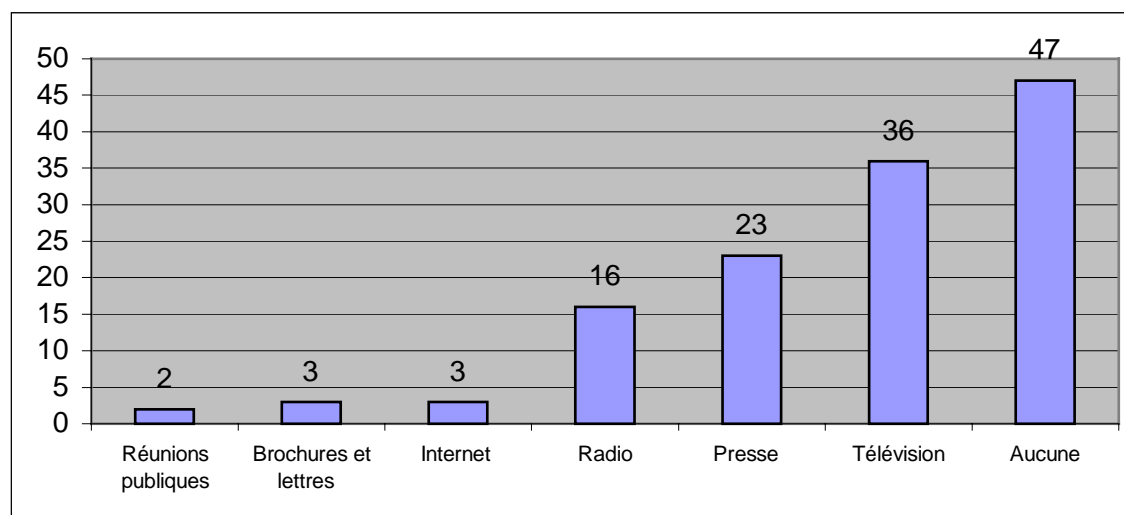
Supposons qu'une élection nationale ou européenne ait lieu demain. Quelle est la probabilité que vous alliez voter ?

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Élections nationales	8%	2%	2%	3%	5%	4%	7%	12%	10%	44%
Élections européennes	11%	3%	4%	4%	11%	5%	8%	10%	8%	32%

NB : Les « sans opinion » n'ont pas été pris en compte dans ce tableau.

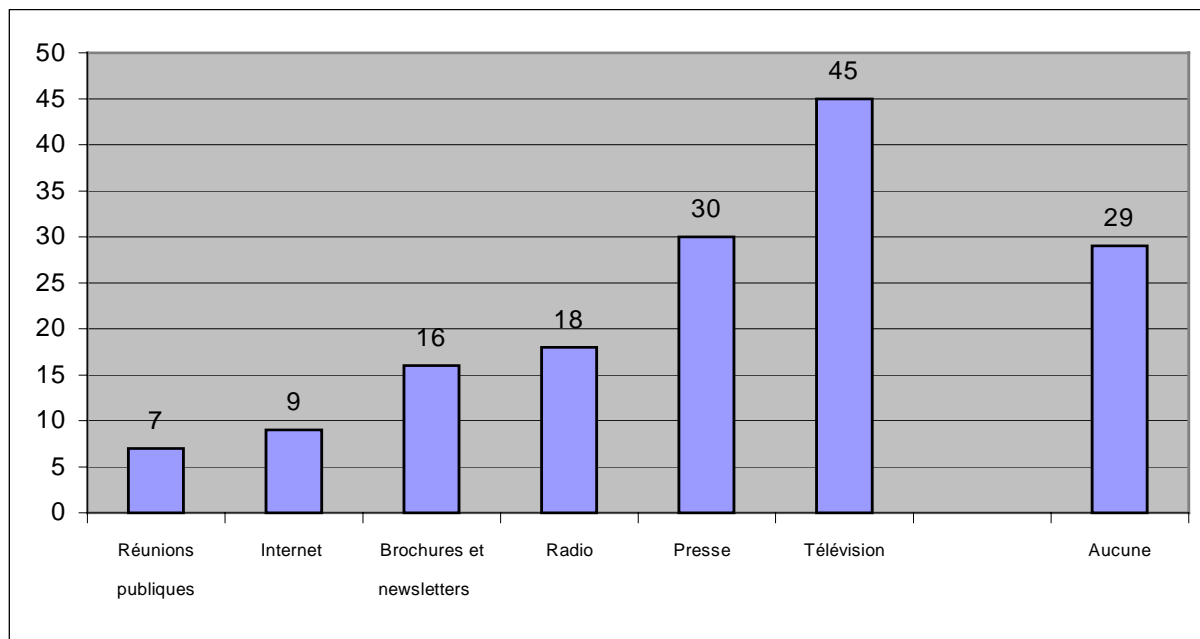
Comme on peut le constater, la part des indécis et de ceux qui sont sûrs de ne pas aller voter aux élections européennes est beaucoup plus élevée qu'aux élections législatives en France. Ce phénomène peut être mis en relation avec la faible notoriété des travaux du Parlement européen, comme le montre le tableau suivant :

Depuis les dernières élections européennes, avez-vous vu ou entendu quelque chose sur le Parlement européen ? Quelle a été votre source (plusieurs réponses possibles) ?



Près de la moitié des Français n'ont pas entendu parler du Parlement européen depuis les dernières élections. Pour le reste, on constatera la très faible utilisation des sources autres que les médias de masse où le Parlement est, d'ailleurs, très peu présent.

Seriez-vous personnellement intéressé d'avoir des informations sur le Parlement ? Par quelle source (plusieurs réponses possibles) ?



Parmi les sources d'information souhaitées, on retrouve la même hiérarchie : la télévision (45%), la presse (30%) et la radio (18%) arrivent devant les brochures (16%), Internet (9%) et les réunions publiques (7%). Si trois Français sur dix ne souhaitent avoir aucune information, il faut remarquer un écart de 18 points entre les personnes qui ne sont pas informées (47%) et celles qui ne le souhaitaient pas (29%).

Les enquêteurs ont avancé quelques propositions pour faire reculer l'abstentionnisme. Aucune de ces suggestions ne semble cependant avoir un rôle déterminant pour que les électeurs retrouvent le chemin des urnes...

Seriez-vous davantage amenés à voter aux élections européennes si... ?

	OUI	NON	Sans avis
... les élections européennes avaient lieu le même jour dans toute l'Union européenne	38%	55%	7%
... les élections locales, régionales ou nationales étaient organisées le même jour que les élections européennes	36%	58%	6%
... il existait des listes régionales de candidats	34%	54%	12%
... il était possible de voter sur Internet	27%	69%	4%
... il était possible de voter sur votre lieu de travail	26%	67%	7%
... la période d'inscription sur les listes électorales était allongée	23%	67%	10%
... des citoyens d'autres Etats membres étaient présents sur les listes de candidats	21%	67%	12%
... les transports publics étaient gratuits le jour des élections	19%	77%	4%
... il y avait des bureaux de vote dans des supermarchés	13%	83%	4%

CONCLUSION

Dans beaucoup de domaines, l'Eurobaromètre 59.1 ne fait que confirmer les tendances des sondages précédents. L'attachement à l'Union européenne et à ses institutions demeure largement majoritaire. En dépit d'une légère baisse (qui ne fait qu'effacer la hausse de la dernière enquête), le sentiment d'appartenance, l'image des institutions et la confiance à leur égard demeurent largement positifs. Le soutien à l'euro croît d'une manière spectaculaire. La monnaie unique est désormais approuvée par les trois quarts de la population.

La crise irakienne a indiscutablement laissé des traces dans l'opinion. L'Eurobaromètre 59.1, réalisé juste après le début des hostilités, témoigne ainsi d'une très forte montée de l'anti-américanisme. En parallèle, le désir d'une politique étrangère autonome de celle des Etats-Unis (avec la mise en place d'une défense commune) s'affirme avec une intensité croissante.

En ce qui concerne les débats sur l'avenir de l'Europe, il faut remarquer la faible notoriété des travaux de la Convention. À une forte majorité, les personnes sondées ont regretté l'absence d'un travail pédagogique qui, à leurs yeux, aurait dû être réalisé par les médias et les hommes politiques. Dans l'ensemble, les Français souhaitent davantage d'intégration – notamment dans les domaines de la politique extérieure, de la lutte contre la criminalité et des politiques pour l'emploi. En même temps, ils ne semblent pas être en mesure de traduire sur un plan institutionnel leur souhait de voir l'Union européenne régler leurs problèmes. L'exemple de la politique étrangère illustre ces contradictions : les Français semblent favorables à la mise en place d'une diplomatie européenne, tout en souhaitant, à une large majorité, que les États gardent leur droit de veto...

L'adhésion au principe d'une constitution européenne, malgré un recul d'un certain ampleur, demeure très majoritaire. Le texte final de la constitution sera probablement soumis aux citoyens à l'issue de la conférence intergouvernementale. L'exemple du référendum sur le traité de Maastricht invite à la prudence : une consultation n'est jamais gagnée d'avance. Si le texte constitutionnel sera vraisemblablement plus accessible que celui des derniers traités (qui ne faisaient que présenter les modifications aux textes antérieurs), un effort de pédagogie et de clarification sera cependant indispensable pour éviter les réactions de rejet.

Reste l'élargissement. L'opinion française demeure la plus hostile à l'entrée des futurs États membres. À un an de l'entrée de ces pays dans l'Union, le soutien des Français décroît d'une façon spectaculaire. Cela est sans doute dû à une plus faible empathie à l'égard des pays candidats. La géographie joue vraisemblablement un rôle. Dépourvue de frontières avec ces pays, la France entretient peu de relations avec eux. Ainsi, les trois quarts des Français n'ont aucun lien avec les pays d'Europe centrale et les îles méditerranéenne. L'attachement traditionnel des Français à la politique agricole commune est un autre facteur d'explication. L'absence d'information est également mise en cause, même si le nombre de reportage et d'articles sur l'élargissement, qui ont fortement augmenté au cours des derniers mois, ne s'est pas traduit par une baisse des oppositions, qui semblent traverser les clivages géographiques et sociaux.

ANNEXES

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 15 janvier et le 19 février 2003, the European Opinion Research Group, un consortium d'agences d'étude de marché et d'opinion publique, constitué d'INRA in Belgium – I.C.O. et de GfK Worldwide, a réalisé la vague 59.0 de l'EUROBAROMETRE STANDARD à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, Direction générale Presse et communication, Secteur Opinion publique.

L'EUROBAROMETRE 59.0 couvre la population - ayant la nationalité d'un des pays membres de l'Union européenne -, de 15 ans et plus, résident dans chaque Etat membre de l'Union européenne. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats membres est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays EU, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des Etats membres, selon les EUROSTAT-NUTS II et selon la distribution de la population résidente nationale en termes de régions métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nème adresse) ont ensuite été sélectionnées par des procédures de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement. Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée.

PAYS	INSTITUTS	N° INTERVIEWS	DATES DE TERRAIN	POPULATION 15+ (x 000)
Belgique	INRA in BELGIUM	1,073	15/01 – 19/02	8,326
Danemark	GfK DANMARK	1,000	19/01 – 19/02	4,338
Allemagne(Est)	INRA DEUTSCHLAND	1,109	21/01 – 8/02	13,028
Allemagne(Ouest)	INRA DEUTSCHLAND	1,062	21/01 – 7/02	55,782
Grèce	MARKET ANALYSIS	1,001	21/01 – 18/02	8,793
Espagne	INRA ESPAÑA	1,000	28/01 – 17/02	33,024
France	CSA-TMO	1,039	18/01 – 17/02	46,945
Irlande	LANSDOWNE Market Research	1,007	22/01 – 14/02	2,980
Italie	INRA Demoskopea	1,006	27/01 – 17/02	49,017
Luxembourg	ILRes	615	18/01 – 18/02	364
Pays-Bas	INTOMART	1,002	21/01 – 19/02	12,705
Autriche	SPECTRA	1,022	21/01 – 06/02	6,668
Portugal	METRIS	1,000	24/01 – 13/02	8,217
Finlande	MDC MARKETING RESEARCH	1,018	20/01 – 18/02	4,165
Suède	GfK SVERIGE	1,000	22/01 – 19/02	7,183
Grande-Bretagne	MARTIN HAMBLIN LTD	1,109	16/01 – 19/02	46,077
Irlande du Nord	ULSTER MARKETING SURVEYS	307	22/01 – 11/02	1,273
Nombre total d'interviews		16,370		

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT. Pour tous les Etats membres EU, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays, au moins le sexe, l'âge, les régions NUTS II et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes EU), INRA (EUROPE) recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT dans l'Annuaire des Statistiques Régionales (données de 1997). Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Les résultats des études EUROBAROMETRE sont analysés et sont présentés sous forme de tableaux, de fichiers de données et d'analyses. Pour chaque question, un tableau de résultats est fourni, accompagné de la question complète en anglais et en français. Ces résultats sont exprimés en pourcentage calculé sur la base totale. Les résultats des enquêtes EUROBAROMETRE sont analysés par la Direction générale Presse et communication de la Commission européenne, Secteur Opinion publique, Rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles. Les résultats sont publiés régulièrement sur le site Internet de la CE: <http://europa.eu.int/comm/dg10/epo>. Tous les fichiers de données de l'EUROBAROMETRE sont déposés au Zentralarchiv (Universität Köln, Bachemer Strasse 40, D-50869 Köln-Lindenthal), disponibles via la banque de données CESSDA <http://www.nsd.uib.no/cessda/europe.html>. Ils sont à la disposition de tous les instituts membres du "European Consortium for Political Research" (Essex), du "Inter-University Consortium for Political and Social Research" (Michigan) et de toute personne intéressée par la recherche en sciences sociales.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9%	± 2.5%	± 2.7%	± 3.0%	± 3.1%

**EUROBAROMETRE STANDARD 59.0
INSTITUTS ET RESPONSABLES DE RECHERCHE**

**The European Opinion Research Group EEIG
P.a. INRA in Belgium - International Coordination Office SANV
Christine KOTARAKOS
159, avenue de la Couronne
B -1050 BRUSSELS – BELGIUM**

Tel. ++/32 2 642 47 11 – Fax: ++/32 2 648 34 08

e-mail: christine.kotarakos@eorg.be

BELGIQUE	INRA in BELGIUM 159 avenue de la Couronne B-1050 BRUXELLES	Ms Verena MELAN verena.melan@inra.com	tel. fax	++/32 2 642 47 11 ++/32 2 648 34 08
DANMARK	GfK DENMARK Sylows Allé, 1 DK-2000 FREDERIKSBERG	Mr Erik CHRISTIANSEN erik.christiansen@gfk.dk	tel. fax	++/45 38 32 20 00 ++/45 38 32 20 01
DEUTSCHLAND	INRA DEUTSCHLAND Papenkamp, 2-6 D-23879 MÖLLN	Mr Christian HOLST christian.holst@inra.de	tel. fax	++/49 4542 801 0 ++/49 4542 801 201
ELLAS	Market Analysis 190 Hymettus Street GR-11635 ATHENA	Mr. Spyros Camileris markanalysis@ marketanalysis.gr	tel. fax.	++/30 1 75 64 688 ++/30 1 70 19 355
ESPAÑA	INRA ESPAÑA Avda de Burgos Nº 12, 8ª planta 28036 Madrid SPAIN	Ms Victoria MIQUEL victoria.miquel@ consulting.ecoipsos.es	tel. fax	++/34 91 7672199 ++/34 91 3834254
FRANCE	CSA-TMO 30, rue Saint Augustin F-75002 PARIS	Mr. Bruno JEANBART bruno.jeanbart@csa-tmo.fr	tel. fax	++/33 1 44 94 59 10 ++/33 1 44 94 40 01
IRELAND	LANSDOWNE Market Research 49, St. Stephen's Green IRL-DUBLIN 2	Mr Roger JUPP roger@Lmr.ie	tel. fax	++/353 1 661 34 83 ++/353 1 661 34 79
ITALIA	INRA Demoskopea Via Salaria, 290 I-00199 ROMA	Mrs Maria-Adelaïde SANTILLI Santilli@demoskopea.it	tel. fax	++/39 06 85 37 521 ++/39 06 85 35 01 75
LUXEMBOURG	ILReS 46, rue du Cimetière L-1338 LUXEMBOURG	Mr Charles MARGUE charles.margue@ilres.com	tel. fax	++/352 49 92 91 ++/352 49 92 95 555
NEDERLAND	Intomart Noordse Bosje 13-15 NL - 1201 DA HILVERSUM	Mr. Dré Koks Dre.Koks@intomart.nl	tel. fax	++/31/35/625 84 11 ++/31/35/625 84 33
AUSTRIA	SPECTRA Brucknerstrasse, 3-5/4 A-4020 LINZ	Ms Jitka NEUMANN neji@spectra.at	tel. fax	++/43/732/6901 ++/43/732/6901-4
PORTUGAL	MetrisGfK Rua Marquês da Fronteira, 8 – 1º Andar 1070 - 296 LISBOA	Ms Mafalda BRASIL mafaldabrasil@metris.gfk.pt	tel. fax	++/351 210 000 200 ++/351 210 000 290
FINLAND	MDC MARKETING RESEARCH Ltd Itätuulenkuja 10 A FIN-02100 ESPOO	Mrs Anu SIMULA Anu.Simula@gallup.fi	tel. fax	++/358 9 613 500 ++/358 9 613 50 423
SWEDEN	GfK SVERIGE S:t Lars väg 46 S-221 00 LUND	Mr Rikard EKDAHL rikard.ekdahl@gfksverige.se	tel. fax	++/46 46 18 16 00 ++/46 46 18 16 11
GREAT BRITAIN	MARTIN HAMBLIN LTD Mulberry House, Smith Square 36 UK-London Swip 3HL	Mr. Ross Williams ross.williams@ martinhamblin.co.uk	tel. fax	++/44 207 222 81 81 ++/44 207 396 90 46

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 18 mars et le 30 avril 2003, the European Opinion Research Group, un consortium d'agences d'étude de marché et d'opinion publique, constitué d'INRA in Belgium – I.C.O. et de GfK Worldwide, a réalisé la vague 59.1 de l'EUROBAROMETRE STANDARD à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, Direction générale Presse et communication, Secteur Opinion publique.

L'EUROBAROMETRE 59.1 couvre la population - ayant la nationalité d'un des pays membres de l'Union européenne -, de 15 ans et plus, résident dans chaque Etat membre de l'Union européenne. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats membres est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays EU, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des Etats membres, selon les EUROSTAT-NUTS II et selon la distribution de la population résidente nationale en termes de régions métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nème adresse) ont ensuite été sélectionnées par des procédures de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement. Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée.

PAYS	INSTITUTS	N° INTERVIEWS	DATES DE TERRAIN	POPULATION 15+ (x 000)
Belgique	INRA in BELGIUM	1,112	18/03 – 28/04	8,458
Danemark	GfK DANMARK	1,000	18/03 – 29/04	4,355
Allemagne(Est)	INRA DEUTSCHLAND	1,021	22/03 – 9/04	13,164
Allemagne(Ouest)	INRA DEUTSCHLAND	1,050	21/03 – 9/04	56,319
Grèce	MARKET ANALYSIS	1,003	21/03 – 20/04	8,899
Espagne	INRA ESPAÑA	1,000	20/03 – 26/04	34,239
France	CSA-TMO	1,075	18/03 – 24/04	47,936
Irlande	LANSLOWNE Market Research	1,024	22/03 – 18/04	3,004
Italie	INRA Demoskopea	1,027	20/03 – 15/04	49,531
Luxembourg	ILRes	600	21/03 – 27/04	357
Pays-Bas	INTOMART	1,008	22/03 – 22/04	13,010
Autriche	SPECTRA	1,021	20/03 – 7/04	6,770
Portugal	METRIS	1,001	29/03 – 22/04	8,620
Finlande	MDC MARKETING RESEARCH	1,046	23/03 – 20/04	4,245
Suède	GfK SVERIGE	1,000	18/03 – 30/04	7,252
Grande-Bretagne	MARTIN HAMBLIN LTD	1,011	18/03 – 29/04	46,370
Irlande du Nord	ULSTER MARKETING SURVEYS	308	23/03 – 17/04	1,314
Nombre total d'interviews		16,307		

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT. Pour tous les Etats membres EU, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays, au moins le sexe, l'âge, les régions NUTS II et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes EU), INRA (EUROPE) recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Les résultats des études EUROBAROMETRE sont analysés et sont présentés sous forme de tableaux, de fichiers de données et d'analyses. Pour chaque question, un tableau de résultats est fourni, accompagné de la question complète en anglais et en français. Ces résultats sont exprimés en pourcentage calculé sur la base totale. Les résultats des enquêtes EUROBAROMETRE sont analysés par la Direction générale Presse et communication de la Commission européenne, Secteur Opinion publique, Rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles. Les résultats sont publiés régulièrement sur le site Internet de la CE: <http://europa.eu.int/comm/dg10/epo>. Tous les fichiers de données de l'EUROBAROMETRE sont déposés au Zentralarchiv (Universität Köln, Bachemer Strasse 40, D-50869 Köln-Lindenthal), disponibles via la banque de données CESSDA <http://www.nsd.uib.no/cessda/europe.html>. Ils sont à la disposition de tous les instituts membres du "European Consortium for Political Research" (Essex), du "Inter-University Consortium for Political and Social Research" (Michigan) et de toute personne intéressée par la recherche en sciences sociales.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9%	± 2.5%	± 2.7%	± 3.0%	± 3.1%

**EUROBAROMETRE STANDARD 59.1
INSTITUTS ET RESPONSABLES DE RECHERCHE**

**The European Opinion Research Group EEIG
P.a. INRA in Belgium - International Coordination Office SANV
Christine KOTARAKOS
159, avenue de la Couronne
B -1050 BRUSSELS – BELGIUM**

Tel. ++/32 2 642 47 11 – Fax: ++/32 2 648 34 08

e-mail: christine.kotarakos@eorg.be

BELGIQUE	INRA in BELGIUM 159 avenue de la Couronne B-1050 BRUXELLES	Ms Verena MELAN verena.melan@inra.com	tel. fax	++/32 2 642 47 11 ++/32 2 648 34 08
DANMARK	GfK DENMARK Sylows Allé, 1 DK-2000 FREDERIKSBERG	Mr Erik CHRISTIANSEN erik.christiansen@gfk.dk	tel. fax	++/45 38 32 20 00 ++/45 38 32 20 01
DEUTSCHLAND	INRA DEUTSCHLAND Papenkamp, 2-6 D-23879 MÖLLN	Mr Christian HOLST christian.holst@inra.de	tel. fax	++/49 4542 801 0 ++/49 4542 801 201
ELLAS	Market Analysis 190 Hymettus Street GR-11635 ATHENA	Mr. Spyros Camileris markanalysis@ marketanalysis.gr	tel. fax.	++/30 1 75 64 688 ++/30 1 70 19 355
ESPAÑA	INRA ESPAÑA Avda de Burgos Nº 12, 8ª planta 28036 Madrid SPAIN	Ms Victoria MIQUEL victoria.miquel@ consulting.ecoipsos.es	tel. fax	++/34 91 7672199 ++/34 91 3834254
FRANCE	CSA-TMO 30, rue Saint Augustin F-75002 PARIS	Mr. Bruno JEANBART bruno.jeanbart@csa-tmo.fr	tel. fax	++/33 1 44 94 59 10 ++/33 1 44 94 40 01
IRELAND	LANSDOWNE Market Research 49, St. Stephen's Green IRL-DUBLIN 2	Mr Roger JUPP roger@Lmr.ie	tel. fax	++/353 1 661 34 83 ++/353 1 661 34 79
ITALIA	INRA Demoskopea Via Salaria, 290 I-00199 ROMA	Mrs Maria-Adelaïde SANTILLI Santilli@demoskopea.it	tel. fax	++/39 06 85 37 521 ++/39 06 85 35 01 75
LUXEMBOURG	ILReS 46, rue du Cimetière L-1338 LUXEMBOURG	Mr Charles MARGUE charles.margue@ilres.com	tel. fax	++/352 49 92 91 ++/352 49 92 95 555
NEDERLAND	Intomart Noordse Bosje 13-15 NL - 1201 DA HILVERSUM	Mr. Dré Koks Dre.Koks@intomart.nl	tel. fax	++/31/35/625 84 11 ++/31/35/625 84 33
AUSTRIA	SPECTRA Brucknerstrasse, 3-5/4 A-4020 LINZ	Ms Jitka NEUMANN neji@spectra.at	tel. fax	++/43/732/6901 ++/43/732/6901-4
PORTUGAL	MetrisGfK Rua Marquês da Fronteira, 8 – 1º Andar 1070 - 296 LISBOA	Ms Mafalda BRASIL mafaldabrasil@metris.gfk.pt	tel. fax	++/351 210 000 200 ++/351 210 000 290
FINLAND	MDC MARKETING RESEARCH Ltd Itätuulenkuja 10 A FIN-02100 ESPOO	Mrs Anu SIMULA Anu.Simula@gallup.fi	tel. fax	++/358 9 613 500 ++/358 9 613 50 423
SWEDEN	GfK SVERIGE S:t Lars väg 46 S-221 00 LUND	Mr Rikard EKDAHL rikard.ekdahl@gfksverige.se	tel. fax	++/46 46 18 16 00 ++/46 46 18 16 11
GREAT BRITAIN	MARTIN HAMBLIN LTD Mulberry House, Smith Square 36 UK-London Swip 3HL	Mr. Ross Williams ross.williams@ martinhamblin.co.uk	tel. fax	++/44 207 222 81 81 ++/44 207 396 90 46

QUESTIONNAIRE

A.	VOTRE NUMERO D'ETUDE	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
B.	CODE PAYS	<input type="text"/>	<input type="text"/>			
C.	NOTRE NUMERO D'ETUDE	5	9	1		
D.	NUMERO DE L'INTERVIEW	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Q.1. Quelle est votre nationalité ? Veuillez indiquer le (ou les) pays qui s'applique(nt).
(PLUSIEURS REPONSES POSSIBLE)

Belgique	1,	→ Q.2
Danemark	2,	
Allemagne	3,	
Grèce	4,	
Espagne	5,	
France	6,	
Irlande	7,	
Italie	8,	
Luxembourg	9,	
Pays-Bas	10,	
Portugal	11,	
Royaume-Uni (Grande Bretagne, Irlande du Nord)	12,	
Autriche	13,	
Suède	14,	
Finlande	15,	
Autre pays	16,	→ Fin de l'interview
NSP	17,	

Q.2. Quand vous êtes entre amis, diriez-vous qu'il vous arrive souvent, de temps en temps ou jamais de discuter politique ?

Souvent..... 1
De temps en temps2
Jamais.....3
NSP.....4

Q.3. Quand vous avez une opinion à laquelle vous tenez beaucoup, vous arrive-t-il de convaincre vos amis, vos collègues, vos relations d'adopter cette opinion ? Cela vous arrive-t-il ... ? (LIRE)

souvent 1
de temps en temps.....2
rarement.....3
jamais.....4
NSP.....5

Q.4. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle ?

	LIRE	PLUTOT CONFIANCE	PLUTOT PAS CONFIANCE	NSP
1	La presse écrite	1	2	3
2	La radio	1	2	3
3	La télévision	1	2	3
4	La justice / le système judiciaire français	1	2	3
5	La police	1	2	3
6	L'armée	1	2	3
7	Les institutions religieuses	1	2	3
8	Les syndicats	1	2	3
9	Les partis politiques	1	2	3
10	Les grandes entreprises	1	2	3
11	Le gouvernement français	1	2	3
12	L'Assemblée Nationale	1	2	3
13	L'Union européenne	1	2	3
14	L'Organisation des Nations Unies	1	2	3
15	Les associations bénévoles ou caritatives	1	2	3

Q.5. A votre avis, quels sont les deux plus importants problèmes auxquels doit faire face la France actuellement ? (MONTRER CARTE - LIRE - MAX. 2 REPONSES POSSIBLES)

- L'insécurité 1,
 Les transports en commun..... 2,
 La situation économique 3,
 Les prix à la hausse / l'inflation 4,
 Les impôts..... 5,
 Le chômage 6,
 Le terrorisme 7,
 La défense / la politique étrangère 8,
 Le logement 9,
 L'immigration..... 10,
 Le système de santé 11,
 Le système éducatif 12,
 Les retraites 13,
 La protection de l'environnement 14,
 Autre (SPONTANE) 15,
 NSP..... 16,

Q.6. Voici une liste de choses que certaines personnes disent craindre. Pour chacune d'entre elles, pouvez-vous me dire si, personnellement, vous la craignez ou non ?

	LIRE	CRAINT	NE CRAINT PAS	NSP
1	Une guerre mondiale	1	2	3
2	Un conflit nucléaire en Europe	1	2	3
3	Une guerre conventionnelle en Europe (ni nucléaire, ni bactériologique, ni chimique)	1	2	3
4	Un lancement accidentel d'un missile nucléaire	1	2	3
5	Un accident dans une centrale nucléaire	1	2	3
6	La prolifération des armes nucléaires, bactériologiques ou chimiques de destruction massive	1	2	3
7	Des conflits ethniques en Europe	1	2	3
8	Le terrorisme international	1	2	3
9	Le crime organisé	1	2	3
10	Les épidémies	1	2	3

- Q.7. En utilisant cette échelle, combien estimez-vous en savoir sur l'Union européenne, ses politiques, ses institutions ? (MONTRER CARTE AVEC ECHELLE)

NE SAIT RIEN DU TOUT								EN SAIT BEAUCOUP		NSP
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

- Q.8. En général, sous quelle forme préféreriez-vous obtenir des informations concernant l'Union européenne ? Et ensuite ? (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

Un petit dépliant vous donnant juste un aperçu 1,
 Une brochure plus détaillée 2,
 Un livre vous donnant une description complète..... 3,
 Une cassette vidéo..... 4,
 Sur Internet 5,
 Un CD-Rom..... 6,
 Un terminal d'ordinateur vous permettant de consulter des banques de données..... 7,
 A la télévision 8,
 A la radio 9,
 Dans les journaux quotidiens 10,
 Dans d'autres journaux, magazines 11,
 Sur des panneaux d'affichage publicitaire..... 12,
 Je ne souhaite pas recevoir d'information sur l'Union européenne (SPONTANE) 13,
 Sous aucune de ces formes (SPONTANE)..... 14,
 NSP..... 15,

- Q.9. D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour la France de faire partie de l'Union européenne est ... ?

une bonne chose..... 1
 une mauvaise chose 2
 une chose ni bonne, ni mauvaise..... 3
 NSP..... 4

Q.10. Tout bien considéré, estimez-vous que la France a bénéficié ou non de son appartenance à l'Union européenne ?

Bénéficié 1
Pas bénéficié.....2
NSP.....3

Q.11. En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?

Très positive..... 1
Assez positive2
Neutre3
Assez négative.....4
Très négative5
NSP.....6

Q.12. Dans un avenir proche, vous voyez-vous ... ? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

Français (e) uniquement..... 1
Français (e) et Européen(ne)2
Européen(ne) et Français (e)3
Européen(ne) uniquement4
NSP.....5

Q.13. Que représente l'Union européenne pour vous personnellement ? (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES - ROTATION DE HAUT EN BAS / DE BAS EN HAUT)

- La paix..... 1,
- La prospérité économique.....2,
- La protection sociale3,
- La liberté de voyager, étudier et travailler partout dans l'Union européenne.....4,
- La diversité culturelle5,
- Une voix plus importante dans le monde6,
- L'euro7,
- Le chômage8,
- La bureaucratie9,
- Un gaspillage d'argent..... 10,
- La perte de notre identité culturelle 11,
- Plus de criminalité 12,
- Pas assez de contrôles aux frontières extérieures..... 13,
- Autre (SPONTANE) 14,
- NSP..... 15,

Q.14. Il est envisagé de changer le nom de l'Union européenne. Parmi les propositions suivantes, laquelle préférez-vous ? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE POSSIBLE)

- La Communauté européenne 1
- L'Europe Unie2
- Les Etats-Unis d'Europe.....3
- Les Nations Unies d'Europe.....4
- Cela ne devrait pas changer, cela devrait rester l'Union européenne5
- Un autre nom6
- NSP..... 7

Q.15. Avez-vous déjà entendu parler ... ?

	LIRE	OUI	NON	NSP
1	du Parlement européen	1	2	3
2	de la Commission européenne	1	2	3
3	du Conseil des Ministres de l'Union européenne	1	2	3
4	de la Cour de Justice de l'Union européenne	1	2	3
5	du Médiateur européen	1	2	3
6	de la Banque centrale européenne	1	2	3
7	de la Cour des Comptes européenne	1	2	3
8	du Comité des Régions de l'Union européenne	1	2	3
9	du Comité Economique et Social de l'Union européenne	1	2	3
10	de la Convention sur l'avenir de l'Union européenne	1	2	3

Q.16. Et pour chacune des entités européennes suivantes, pensez-vous qu'elle joue un rôle important ou pas dans la vie de l'Union européenne ?

	LIRE	IMPORTANT	PAS IMPORTANT	NSP
1	Le Parlement européen	1	2	3
2	La Commission européenne	1	2	3
3	Le Conseil des Ministres de l'Union européenne	1	2	3
4	La Cour de Justice de l'Union européenne	1	2	3
5	Le Médiateur européen	1	2	3
6	La Banque centrale européenne	1	2	3
7	La Cour des Comptes européenne	1	2	3
8	Le Comité des Régions de l'Union européenne	1	2	3
9	Le Comité Economique et Social de l'Union européenne	1	2	3
10	La Convention sur l'avenir de l'Union européenne	1	2	3

Q.17. Et pour chacune d'entre elles, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle ?

	LIRE	PLUTOT CONFIANCE	PLUTOT PAS CONFIANCE	NSP
1	Le Parlement européen	1	2	3
2	La Commission européenne	1	2	3
3	Le Conseil des Ministres de l'Union européenne	1	2	3
4	La Cour de Justice de l'Union européenne	1	2	3
5	Le Médiateur européen / l'Ombudsman	1	2	3
6	La Banque centrale européenne	1	2	3
7	La Cour des Comptes européenne	1	2	3
8	Le Comité des Régions de l'Union européenne	1	2	3
9	Le Comité Economique et Social de l'Union européenne	1	2	3
10	La Convention sur l'avenir de l'Union européenne	1	2	3

- Q.20. a) Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) du fonctionnement de la démocratie en France ?
(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE)
- b) Et du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne ?
(MONTRER MEME CARTE)

	LIRE	TRES SATISFAIT(E)	PLUTOT SATISFAIT(E)	PLUTOT PAS SATISFAIT(E)	PAS DU TOUT SATISFAIT(E)	NSP
a)	en France	1	2	3	4	5
b)	dans l'Union européenne	1	2	3	4	5

- Q.21. Je vais maintenant vous citer un certain nombre d'actions que pourrait entreprendre l'Union européenne. Pour chacune d'elles, pourriez-vous me dire si, à votre avis, elle doit être une priorité ou pas ?

	LIRE	PRIORITE	PAS PRIORITE	NSP
1	Réussir l'élargissement de l'Union européenne à de nouveaux pays membres	1	2	3
2	Etre plus proche des citoyens européens, par exemple en les informant davantage sur l'Union européenne, ses politiques et ses institutions	1	2	3
3	Réussir la mise en place de la monnaie unique européenne, l'euro	1	2	3
4	Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale	1	2	3
5	Protéger l'environnement	1	2	3
6	Garantir la qualité des produits alimentaires	1	2	3
7	Protéger les consommateurs et garantir la qualité des autres produits	1	2	3
8	Lutter contre le chômage	1	2	3
9	Réformer les institutions de l'Union européenne et leur fonctionnement	1	2	3
10	Lutter contre le crime organisé et le trafic de drogue	1	2	3
11	Affirmer l'importance politique et diplomatique de l'Union européenne dans le monde	1	2	3
12	Préserver la paix et la sécurité en Europe	1	2	3
13	Garantir les droits de l'individu et le respect des principes démocratiques en Europe	1	2	3
14	Lutter contre le terrorisme	1	2	3
15	Lutter contre l'immigration clandestine	1	2	3

Q.22. a) Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises par le gouvernement français ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'Union européenne ?

	LIRE - ROTATION	GOUVERNEMENT français	EN COMMUN DANS L'UNION EUROPEENNE	NSP
1	La défense	1	2	3
2	La protection de l'environnement	1	2	3
3	La monnaie	1	2	3
4	L'aide humanitaire	1	2	3
5	La santé et la sécurité sociale	1	2	3
6	Les règles de base en matière de radio, de télévision et de presse	1	2	3
7	La lutte contre la pauvreté / l'exclusion sociale	1	2	3
8	La lutte contre le chômage	1	2	3
9	L'agriculture et la politique de pêche	1	2	3
10	L'aide aux régions qui ont des difficultés économiques	1	2	3
11	L'enseignement	1	2	3
12	La recherche scientifique et technologique	1	2	3
13	L'information sur l'Union européenne, ses politiques et ses institutions	1	2	3
14	La politique étrangère à l'égard des pays extérieurs à l'Union européenne	1	2	3
15	La politique culturelle	1	2	3

Q.22. b) Et pour chacun des domaines suivants ?

	LIRE - ROTATION	GOUVERNEMENT français	EN COMMUN DANS L'UNION EUROPEENNE	NSP
1	La politique d'immigration	1	2	3
2	Les règles en matière d'asile politique	1	2	3
3	La lutte contre le crime organisé	1	2	3
4	La police	1	2	3
5	La justice	1	2	3
6	L'accueil des réfugiés	1	2	3
7	La prévention de la délinquance juvénile	1	2	3
8	La prévention de la délinquance urbaine	1	2	3
9	La lutte contre la drogue	1	2	3
10	La lutte contre le trafic et l'exploitation d'êtres humains	1	2	3
11	La lutte contre le terrorisme international	1	2	3
12	S'attaquer aux défis posés par le vieillissement de la population	1	2	3

Q.23. Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ?
Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

	LIRE - ROTATION	POUR	CONTRE	NSP
1	Une union monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro	1	2	3
2	Une politique étrangère commune aux pays de l'Union européenne vis-à-vis des autres pays	1	2	3
3	Une politique de sécurité et de défense commune des pays membres de l'Union européenne	1	2	3
4	L'élargissement de l'Union européenne à de nouveaux pays	1	2	3
5	Le fait que l'Union européenne soit responsable des affaires qui ne peuvent pas être efficacement réglées par les gouvernements nationaux, régionaux et locaux	1	2	3
6	La démission du président de la Commission européenne et des Commissaires européens s'ils n'ont pas la confiance d'une majorité du Parlement européen	1	2	3
7	Apprendre aux enfants, à l'école, la façon dont les institutions de l'Union européenne fonctionnent	1	2	3

Q.24. Il existe déjà une Politique étrangère et de sécurité commune et une Politique européenne de sécurité et de défense dans l'Union européenne. Il y a aujourd'hui un débat sur le développement souhaitable de ces politiques . Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ?

	LIRE - ROTATION	PLUTOT D'ACCORD	PLUTOT PAS D'ACCORD	NSP
1	L'Union européenne devrait avoir une force militaire de réaction rapide qui puisse être envoyée rapidement dans les zones de conflits lorsqu'une crise internationale éclate	1	2	3
2	Quand une crise internationale éclate, les Etats membres de l'Union européenne devraient s'entendre sur une position commune	1	2	3
3	L'Union européenne devrait avoir son propre Ministre des Affaires étrangères, qui puisse être le porte-parole de la position commune de l'Union européenne	1	2	3
4	L'Union européenne devrait avoir son propre siège au Conseil de sécurité des Nations Unies	1	2	3
5	Les Etats membres qui ont opté pour la neutralité devraient avoir leur mot à dire dans la politique étrangère de l'Union européenne	1	2	3
6	Les pays qui rejoindront l'Union européenne en 2004 devraient d'ores et déjà avoir leur mot à dire dans la politique étrangère de l'Union européenne	1	2	3
7	La politique étrangère de l'Union européenne devrait être autonome de la politique étrangère américaine	1	2	3
8	L'Union européenne devrait garantir les Droits de l'Homme dans chaque Etat membre, même si c'est contraire à la volonté de certains Etats membres	1	2	3
9	L'Union européenne devrait travailler à garantir les Droits de l'Homme dans le monde, même si c'est contraire à la volonté de certains pays	1	2	3
10	Les Etats membres de l'Union européenne devraient avoir une politique d'immigration commune à l'égard des personnes venant de pays non membres de l'Union européenne	1	2	3
11	Les Etats membres de l'Union européenne devraient avoir une politique d'asile commune à l'égard des demandeurs d'asile	1	2	3

Q.25. Selon vous, les décisions concernant la politique européenne de défense devraient-elles être prises par les gouvernements nationaux, l'OTAN ou l'Union européenne ? (UNE SEULE REPONSE)

Les gouvernements nationaux 1
 L'OTAN 2
 L'Union européenne 3
 Autre (SPONTANE) 4
 NSP 5

Q.26. Parmi la liste suivante, quelles sont les sources que vous utilisez le plus pour vous informer sur la situation internationale actuelle ? (LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

- Les journaux et les magazines en France 1,
 Les journaux et les magazines d'autres pays 2,
 Les radios françaises 3,
 Les radios d'autres pays 4,
 Les journaux télévisés français 5,
 Les journaux télévisés d'autres pays 6,
 Les débats télévisés avec les hommes politiques 7,
 Les débats télévisés avec des experts 8,
 Les chaînes télévisées d'information continue 9,
 Internet 10,
 Les discussions avec vos collègues, vos amis ou votre famille 11,
 Autre (SPONTANE) 12,
 Aucun (SPONTANE) 13,
 NSP 14,

Q.27. A vos yeux, les Etats-Unis jouent-ils plutôt un rôle positif, plutôt un rôle négatif ou ni l'un ni l'autre en ce qui concerne ... ?

	LIRE	POSITIF	NEGATIF	NI L'UN NI L'AUTRE	NSP
1	la paix dans le monde	1	2	3	4
2	la lutte contre le terrorisme	1	2	3	4
3	la croissance de l'économie mondiale	1	2	3	4
4	la lutte contre la pauvreté dans le monde	1	2	3	4
5	la protection de l'environnement	1	2	3	4

- Q.28. a) A votre avis, laquelle des institutions suivantes a le plus d'influence sur le processus de décision au sein de l'Union européenne ? (MONTRER CARTE - UNE SEULE REPONSE)
- b) Et, à votre avis, laquelle devrait avoir le plus d'influence ? (MONTRER MEME CARTE - UNE SEULE REPONSE)

	LIRE	a) A LE PLUS D'INFLUENCE	b) DEVRAIT AVOIR LE PLUS D'INFLUENCE
1	Les citoyens	1	1
2	Les gouvernements nationaux	2	2
3	La Commission européenne	3	3
4	Le Parlement européen	4	4
5	Les parlements nationaux	5	5
6	Les entreprises	6	6
7	Les syndicats	7	7
8	Les groupes de pression, les lobbies	8	8
9	Autre (SPONTANE)	9	9
10	NSP	10	10

Q.29. Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ?

	LIRE	PLUTOT D'ACCORD	PLUTOT PAS D'ACCORD	NSP
1	Les décisions prises par l'Union européenne ont un impact sur ma vie de tous les jours	1	2	3
2	Les décisions prises par l'Union européenne sont généralement bien fondées	1	2	3
3	L'un dans l'autre, je comprends le fonctionnement de l'Union européenne	1	2	3
4	L'influence de la France au sein de l'Union européenne est importante	1	2	3
5	L'Union européenne est à l'écoute des opinions de gens comme moi	1	2	3
6	Les grands pays ont le plus de pouvoir au sein de l'Union européenne	1	2	3
7	Les petits pays peuvent défendre efficacement leurs intérêts au sein de l'Union européenne	1	2	3
8	Le fonctionnement de l'Union européenne est trop compliqué	1	2	3
9	Plus de responsabilités devraient être transférées des Etats membres vers l'Union européenne	1	2	3
10	L'Union européenne fonctionnera bien après l'élargissement	1	2	3
11	Après l'élargissement, il y a aura plus de bureaucratie dans l'Union européenne	1	2	3
12	Il devrait y avoir une coopération plus étroite entre les Etats membres dans le domaine de l'économie	1	2	3
13	Il devrait y avoir une coopération plus étroite entre les Etats membres dans le domaine social	1	2	3

Q.30. Pensez-vous que l'Union européenne doit avoir ou pas une Constitution ?

Oui 1

Non 2

NSP..... 3

Q.31. Pour chacune des affirmations suivantes sur la Convention Européenne, pourriez-vous me dire si elle vous semble vraie ou fausse ?

	LIRE	VRAI	FAUX	NSP
1	La Convention travaille à des propositions de réforme de l'Union européenne	1	2	3
2	Notre gouvernement est représenté à la Convention	1	2	3
3	Notre Parlement est représenté à la Convention	1	2	3
4	Les gouvernements des futurs Etats membres sont déjà représentés à la Convention	1	2	3
5	La Convention achèvera ses travaux cette année	1	2	3
6	Les Etats membres de l'Union européenne auront la possibilité de modifier les propositions finales de la Convention	1	2	3
7	Les citoyens auront la possibilité d'accepter ou de rejeter les propositions finales de la Convention	1	2	3

Q.32. La Convention européenne a pour responsabilité de réfléchir au fonctionnement de l'Union européenne après l'élargissement à de nouveaux pays. En ce qui vous concerne, êtes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ?

	LIRE	PLUTOT D'ACCORD	PLUTOT PAS D'ACCORD	NSP
1	On entend beaucoup parler de la Convention en ce moment	1	2	3
2	Les médias devraient nous parler davantage des travaux de la Convention	1	2	3
3	Les hommes politiques devraient nous parler davantage des travaux de la Convention	1	2	3

Q.33. Pour l'instant, la Commission européenne est composée de 20 commissaires indépendants, incluant au moins un commissaire de chaque Etat membre. Avec l'élargissement de l'Union européenne, le nombre de commissaires pourrait être amené à augmenter. Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ?

	LIRE	PLUTOT D'ACCORD	PLUTOT PAS D'ACCORD	NSP
1	Après l'élargissement, il devrait continuer à y avoir au moins un commissaire pour chaque Etat membre	1	2	3
2	L'Union européenne deviendrait inefficace s'il devait y avoir un commissaire de chaque Etat membre	1	2	3
3	Chaque Etat membre devrait avoir le droit de nommer un commissaire	1	2	3
4	Les petits Etats membres devraient avoir le droit de nommer le même nombre de commissaires que les grands Etats membres	1	2	3
5	Les intérêts de la France en pâtiraient s'il n'y avait pas de commissaire français	1	2	3

- Q.34. Laquelle des propositions suivantes se rapproche le plus de votre opinion ? Le président de la Commission européenne devrait être ... (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)
- nommé seulement par les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Union européenne..... 1
- élu seulement par le Parlement européen2
- choisi à la fois par le Parlement européen
et par les Chefs d'Etat ou de gouvernement3
- élu directement par les citoyens de l'Union européenne4
- Autre (SPONTANE)5
- NSP.....6
- Q.35. Le Conseil européen est composé des chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres de l'Union européenne et du président de la Commission. La présidence du Conseil européen est tenue, à tour de rôle, par chaque pays pour une durée de 6 mois. Pensez-vous que ... ? (LIRE - UNE SEULE REPONSE)
- une présidence de 6 mois devrait être maintenue parce que cela donne à
chaque Etat membre la possibilité de présider l'Union européenne de façon régulière 1
- la présidence devrait être étendue parce que 6 mois sont trop courts pour obtenir
des résultats significatifs2
- NSP.....3
- Q.36. Actuellement, chaque Etat membre de l'Union européenne dispose, dans certains domaines, d'un droit de veto. Pensez-vous que, pour l'avenir, le droit de veto devrait ... ?
- être maintenu en l'état pour préserver les intérêts nationaux essentiels 1
- être limité à de très rares domaines essentiels2
- être abandonné pour toutes les décisions afin de rendre l'Union européenne plus efficace3
- NSP.....4
- Q.37. Actuellement, chaque Etat membre reverse une partie de ses recettes fiscales à l'Union européenne. Préférez-vous verser cette contribution directement à l'Union européenne ?
- Oui 1
- Non2
- NSP.....3

- Q.38. Supposons que l'élection présidentielle ait lieu demain, pourriez-vous me dire quelle est la probabilité que vous votiez à cette élection ? Veuillez utiliser cette échelle qui va de 1 à 10, où "1" signifie que vous êtes sûr(e) de ne pas aller voter et "10" que vous êtes sûr(e) d'aller voter. Vous pouvez utiliser les chiffres entre 1 et 10. (LIRE - MONTRER CARTE AVEC ECHELLE)

1 (SUR DE NE PAS ALLER VOTER)										10 (SUR D'ALLER VOTER)	NSP
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	

- Q.39. Et, supposons que les élections au Parlement européen aient lieu demain, pourriez-vous me dire quelle est la probabilité que vous votiez à cette élection ? Veuillez utiliser cette échelle qui va de 1 à 10, où "1" signifie que vous êtes sûr(e) de ne pas aller voter et "10" que vous êtes sûr(e) d'aller voter. (LIRE - MONTRER MEME CARTE AVEC ECHELLE QU'EN Q.38.)

1 (SUR DE NE PAS ALLER VOTER)										10 (SUR D'ALLER VOTER)	NSP
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	

- Q.40. Depuis les dernières élections au Parlement européen, avez-vous vu ou entendu quelque chose ou eu des contacts avec un membre du Parlement européen, par une ou plusieurs des manières suivantes ? (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

Oui, j'ai lu quelque chose au sujet des membres du Parlement européen dans les journaux ou magazines..... 1,

Oui, j'ai vu des membres du Parlement européen à la télévision.....2,

Oui, j'ai entendu des membres du Parlement européen à la radio.....3,

Oui, j'ai lu quelque chose au sujet des membres du Parlement européen sur Internet.....4,

Oui, j'ai reçu une (des) brochure(s) ou une (des) lettre(s) d'un (de) membre(s) du Parlement européen.....5,

Oui, j'ai vu des membres du Parlement européen à un (des) meeting(s) public(s) / une (des) réunion (s) publique(s)6,

Non, je n'ai rien vu ni entendu ni eu de contacts avec un membre du Parlement européen..... 7,

Autre (SPONTANE)8,

NSP.....9,

Q.41. Seriez-vous personnellement intéressé(e) ou non de voir ou entendre plus de choses à propos des membres du Parlement européen de l'une ou plusieurs des manières dont nous venons de parler ? (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

Oui, j'aimerais lire quelque chose au sujet des membres du Parlement européen dans les journaux ou magazines..... 1,
 Oui, j'aimerais voir des membres du Parlement européen à la télévision2,
 Oui, j'aimerais entendre des membres du Parlement européen à la radio3,
 Oui, j'aimerais lire, voir ou entendre quelque chose au sujet des membres du Parlement européen sur Internet.....4,
 Oui, j'aimerais recevoir une (des) brochure(s) ou une (des) lettre(s) d'un (de) membre(s) du Parlement européen.....5,
 Oui, j'aimerais voir des membres du Parlement européen à un (des) meeting(s) public(s) / une (des) réunion (s) publique(s)6,
 Non, je ne serais pas intéressé(e)7,
 Autre (SPONTANE)8,
 NSP9,

Q.42. Pour chacune des institutions suivantes, pouvez-vous me dire si vous pensez que ses activités, décisions, etc., ont un grand effet, quelques effets ou aucun effet sur des personnes comme vous ? (MONTRER CARTE AVEC ECHELLE)

	LIRE	GRAND EFFET	QUELQUES EFFETS	AUCUN EFFET	NSP
1	Le gouvernement français	1	2	3	4
2	L'Assemblée Nationale	1	2	3	4
3	L'Union européenne dans son ensemble	1	2	3	4
4	Le Parlement européen en particulier	1	2	3	4
5	Le Conseil régional en France	1	2	3	4

Q.43. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes ?

	LIRE	TOUT A FAIT D'ACCORD	PLUTOT D'ACCORD	PLUTOT PAS D'ACCORD	PAS DU TOUT D'ACCORD	NSP
1	Les membres du Parlement européen défendent bien vos intérêts	1	2	3	4	5
2	L'Assemblée Nationale	1	2	3	4	5
3	Les élections européennes sont vraiment importantes	1	2	3	4	5

Q.44. A votre avis, sur quels sujets la campagne pour les prochaines élections européennes devrait-elle surtout mettre l'accent ? (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

Les enjeux spécifiques à la France 1,
 L'agriculture.....2,
 L'environnement.....3,
 La sécurité4,
 L'emploi5,
 L'immigration.....6,
 L'éducation.....7,
 La politique de défense commune8,
 La politique étrangère9,
 L'élargissement de l'Union européenne10,
 La réforme des institutions de l'Union européenne11,
 Les activités du Parlement européen12,
 Les droits en tant que citoyen de l'Union européenne13,
 NSP.....14,

Q.45. Seriez-vous davantage porté(e) à voter aux élections européennes si ... ?

	LIRE	OUI	NON	NSP
1	les transports publics étaient gratuits le jour des élections	1	2	3
2	il y avait des bureaux de vote dans des supermarchés	1	2	3
3	il était possible de voter sur Internet	1	2	3
4	il était possible de voter sur votre lieu de travail	1	2	3
5	les élections locales, régionales ou nationales étaient organisées le même jour que les élections européennes	1	2	3
6	les élections européennes avaient lieu le même jour dans toute l'Union européenne	1	2	3
7	il existait des listes régionales de candidats	1	2	3
8	des citoyens d'autres Etats membres étaient présents sur les listes de candidats	1	2	3
9	la période d'inscription sur les listes électorales était allongée	1	2	3

Parlons maintenant d'un autre sujet : l'élargissement de l'Union européenne.

Q.46. Laquelle de ces trois options préférez-vous pour l'avenir immédiat de l'Union européenne ?
(MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

L'Union européenne devrait s'élargir à tous les pays qui souhaitent en faire partie 1

L'Union européenne devrait s'élargir seulement à certains des pays
qui souhaitent en faire partie 2

L'Union européenne ne devrait s'élargir à aucun pays supplémentaire 3

Aucune de celles-ci (SPONTANE) 4

NSP 5

Q.47. En pensant à l'élargissement de l'Union européenne à de nouveaux pays d'Europe, êtes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ?

	LIRE - ROTATION	PLUTOT D'ACCORD	PLUTOT PAS D'ACCORD	NSP
1	Plus l'Union européenne aura de pays membres, plus la paix et la sécurité en Europe seront garanties	1	2	3
2	L'élargissement ne coûtera pas plus cher aux pays déjà membres comme la France	1	2	3
3	Après l'élargissement à de nouveaux pays, la France aura moins d'importance en Europe	1	2	3
4	Plus il y aura de pays membres, plus il y aura de chômage en France.	1	2	3
5	L'Union européenne devrait aider financièrement les futurs Etats membres même avant leur adhésion	1	2	3
6	Quand d'autres pays l'auront rejointe, la France recevra moins d'aides financières de l'Union européenne	1	2	3
7	Avec plus de pays membres, il sera beaucoup plus difficile de prendre des décisions à l'échelle européenne	1	2	3
8	Plus l'Union européenne aura de pays membres, plus elle sera importante dans le monde	1	2	3
9	Avec plus de pays membres, l'Europe sera plus riche sur le plan culturel	1	2	3
10	Il faut que l'Union européenne réforme le fonctionnement de ses institutions avant d'accueillir de nouveaux membres	1	2	3

Q.48. Dans quelle mesure vous sentez-vous bien informé(e) à propos de l'élargissement, c'est-à-dire de l'entrée de nouveaux pays dans l'Union européenne ? Vous sentez-vous ... ?
(MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

très bien informé(e) 1
bien informé(e) 2
pas très bien informé(e) 3
pas du tout bien informé(e) 4
NSP 5

Q.49. Parmi les pays suivants, desquels avez-vous déjà entendu parler ?
(NE PAS MONTRER CARTE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

Q.50. Dans lesquels êtes-vous déjà allé ou avez-vous des liens quelle qu'en soit la nature ?
(MONTRER CARTE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

	LIRE	Q.49 DEJA ENTENDU PARLER	Q.50 DEJA ALLE OU LIENS
1	Bulgarie	1,	1,
2	Chypre	2,	2,
3	République tchèque	3,	3,
4	Estonie	4,	4,
5	Hongrie	5,	5,
6	Lettonie	6,	6,
7	Lituanie	7,	7,
8	Malte	8,	8,
9	Pologne	9,	9,
10	Roumanie	10,	10,
11	Slovaquie	11,	11,
12	Slovénie	12,	12,
13	Turquie	13,	13,
14	Aucun de ceux-ci (SPONTANE)	14,	14,

Commençons par une courte série de questions sur l'Union européenne.

SI SPLIT BALLOT A

Q.2.

Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ?

Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

	LIRE - ROTATION	POUR	CONTRE	NSP
1	Une union monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro	1	2	3 (95)
2	Une politique étrangère commune aux pays de l'Union européenne vis-à-vis des autres pays	1	2	3 (96)
3	Une politique de sécurité et de défense commune des pays membres de l'Union européenne	1	2	3 (97)
4	L'élargissement de l'Union européenne à de nouveaux pays	1	2	3 (98)
5	Le fait que l'Union européenne soit responsable des affaires qui ne peuvent pas être efficacement réglées par les gouvernements nationaux, régionaux et locaux	1	2	3 (99)
6	La démission du président de la Commission européenne et des Commissaires européens s'ils n'ont pas la confiance d'une majorité du Parlement européen	1	2	3 (100)
7	Apprendre aux enfants, à l'école, la façon dont les institutions de l'Union européenne fonctionnent	1	2	3 (101)

SI SPLIT BALLOT B

Q.2.

- a) L'Union européenne se compose actuellement de quinze pays. Plusieurs autres pays sont candidats pour devenir membres de l'Union européenne. L'entrée de ces nouveaux pays constitue l'élargissement de l'Union européenne. Avant cet entretien, aviez-vous déjà entendu parler de l'élargissement de l'Union européenne ?
(ENQ. : SI "NSP", VEUILLEZ CODER "NON")

Oui..... 1 (102)

Non..... 2

- b) Vous, personnellement, êtes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e) ou tout à fait opposé(e) à l'élargissement de l'Union européenne ?
(MONTRER CARTE – LIRE – UNE SEULE REPONSE)

Tout à fait favorable..... 1 (103)

Plutôt favorable..... 2

Plutôt opposé(e) 3

Tout à fait opposé(e) 4

Cela dépend du(des) pays (SPONTANE) 5

NSP 6
